

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1981	
19 fév. — Décret n° 81-18 portant nomination des membres du conseil d'Administration de la CEET.	187
19 fév. — Décret n° 81-19 portant nomination des membres du conseil d'Administration de la R.N.E.T. ..	187
20 fév. — Décret n° 81-20 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un régent.	188
23 fév. — Décret n° 81-21 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.	188
24 fév. — Décret n° 81-22 portant promotion à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. ..	188

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1981	
20 janv. — Arrêté n° 81-33/PR portant nomination des membres de la commission du concours d'Agrégation en médecine (C.I.C.A.M.)	189

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions et inscription au tableau d'avancement.	189
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1981	
6 fév. — Arrêté n° 9/INT-SG-APA-AA. portant création d'un centre d'Etat Civil et nomination d'un agent d'Etat civil dans la circonscription Administrative de Badou.	197
6 fév. — Arrêté n° 10/INT/SG/DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions.	198
Arrêtés et Décision portant désignation de chefs de villages, nomination d'un secrétaire de chef de canton et admission à la retraite.	198

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
3 fév. — Décision n° 108/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me TEKOU Kankoué Aho	198
4 fév. — Décision n° 117/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'office International des Epizooties (O.I.E.).	198
4 fév. — Décision n° 118/MFE/FCS portant autorisation de paiement au profit de Me Kodjo BRUCE.	199
6 fév. — Décision n° 145/MFE/FO portant autorisation de déblocage de crédit	200
11 fév. — Décision n° 163/MFE/FCS portant autorisation de virement d'une somme au profit du Secrétariat de la jeunesse du rassemblement du peuple togolais (J.R.P.T.).	199
11 fév. — Décision n° 164/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du Secrétariat de l'Union nationale des femmes du togo (U.N.F.T.).	199
11 fév. — Décision n° 166/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du rassemblement du peuple togolais.	199
11 fév. — Décision n° 167/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Secrétariat général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).	199

11 fév. — Décision n° 168/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du conseil international des Radios-télévisions d'Expression Française (CIRTEF)	199
11 fév. — Décision n° 169/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du rassemblement du peuple togolais.	199
11 fév. — Décision n° 172/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du Secrétariat administratif du R.P.T.	200
11 fév. — Décision n° 179/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du Rassemblement du peuple togolais.	200
11 fév. — Décision n° 180/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit de la trésorerie générale du R.P.T.	200
17 fév. — Décision n° 206/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	200

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Décision portant nomination.	200
-----------------------------------	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE 1981

29 janv. — Arrêté n° 137/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	201
29 janv. — Arrêté n° 138/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles.	201
30 janv. — Arrêté n° 140/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	201
2 fév. — Arrêté n° 164/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	201
2 fév. — Arrêté n° 165/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	201
2 fév. — Arrêté n° 166/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	201
2 fév. — Arrêté n° 167/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	201
4 fév. — Arrêté n° 186/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	201
12 fév. — Arrêté n° 230/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la radiodiffusion.	201
12 fév. — Arrêté n° 237/MTFP portant promotion dans le corps du personnel du trésor.	201
12 fév. — Arrêté n° 240/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	201
12 fév. — Arrêté n° 248/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	201
16 fév. — Arrêté n° 256/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	201
Arrêtés et décisions portant intégration, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisations, détachement, constatation d'absences irrégulières, acceptation de démissions, licenciements, constatation de prise de service et admission à la retraite.	202

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision portant nomination.	216
-----------------------------------	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Arrêté portant nomination.	217
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant nomination.	217
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT 1981

12 fév. — Arrêté n° 7/MISE portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des salines du Togo (SALINTO).	217
---	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
6 fév. — Arrêté n° 42/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AYIH Ayikoe (Emmanuel).	217
9 fév. — Arrêté n° 44/MFE/CR accordant les allocations familiales à M. JOHNSON Kwakou (Antoine).	217
9 fév. — Arrêté n° 45/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. d'ALMEIDA Ayité Vignoe (Paul).	218
10 fév. — Arrêté n° 48/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme HILLAH Kayi (née MENSAH).	218
10 fév. — Arrêté n° 52/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. OLYMPIO Koffi.	218
10 fév. — Arrêté n° 53/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KPANTE Tchapo.	218
13 fév. — Arrêté n° 58/MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. DJOSSOU Komlanvi Eklou.	218
13 fév. — Arrêté n° 59/MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. ATAKI Boko-Djabi.	218
13 fév. — Arrêté n° 60/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOTO Sokpoli Sati.	218
17 fév. — Arrêté n° 64/MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. Assih Mazanasso Kimaré.	219
17 fév. — Arrêté n° 65/MFE/CR portant concession de pensions aux-ayants cause de M. BAHUN Wilson Tétévi (Robert).	219
19 fév. — Arrêté n° 66/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. IYOSSOU Komlanvi.	219
20 fév. — Arrêté n° 67/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BOSSOU Kodjovi Gomassi (augustin).	219
20 fév. — Arrêté n° 68/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ACAKPO Addra Ebah (Marcisse).	220
10 fév. — Arrêté n° 55/MFE/DOM portant concession d'une parcelle de terrain domanial et autorisant son morcellement.	220
10 fév. — Arrêté n° 56/MFE/DOM portant échange de terrain domanial à distraire du titre foncier n° 9050 RT contre le titre foncier n° 3319 TT.	220
10 fév. — Arrêté n° 57/MFE/DOM portant échange de terrain domanial à distraire du titre foncier n° 9050 RT contre un terrain non immatriculé sis à Lomé II.	220
16 fév. — Arrêté n° 63/MFE/DOM portant occupation temporaire du domaine public maritime de l'Etat.	220
Arrêté portant approbation de Rôles.	220

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis Nécrologiques.	222
--------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS**DECRET n° 81-18 du 19 février 1981 portant nomination des membres du conseil d'administration de la CEET.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 80-179 rapportant le décret n° 79-291 du 20 décembre 1979 ;

Sur proposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources hydrauliques ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés en qualité d'administrateurs de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) :

1 — Administrateurs désignés :

Affo Issa, directeur général de la société nationale d'investissement (SNI), président

Amefia Yao, ingénieur des travaux publics, directeur de cabinet du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, membre

Djalaté Inéo Tempore, fonctionnaire au cabinet du ministre de l'économie et des finances, membre

Capitaine Gnofam Zoumaro, forces armées togolaises, membre

Capitaine Memene, Forces armées togolaises, membre

MM. Gbegbeni Nanamale, conseiller technique au ministère du plan et de la réforme administrative, membre

Kinhoé Lenovissi, inspecteur des affaires administratives au ministère de l'intérieur, membre

2 — Administrateur représentant les membres de la chambre de commerce :

Djondo Koffi, président de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo, membre

3 — Administrateur représentant le personnel de la C.E.E.T. :

Adam Salifou, cadre administratif de la C.E.E.T.

Art. 2 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, sont chargés

de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 février 1981

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 81-19 du 19 février 1981 portant nomination des membres du conseil d'administration de la R.N.E.T.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 80-179 rapportant le décret n° 79-291 du 20 décembre 1979 ;

Sur propositions du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés en qualité d'administrateurs de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T.) :

1 — Administrateurs désignés :

MM. Affo Issa directeur général de la société nationale d'investissement (SNI), président

Amefia Yao, ingénieur des travaux publics, directeur de cabinet du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, membre

Mme Aithnard Ahlonkoba, directrice de la promotion et de la condition féminine, membre

Djalaté Inéo Tempore, fonctionnaire au cabinet du ministre de l'économie et des finances, membre

Houangbe-Houenassou Toguidé, docteur en médecine, directeur général de la santé publique, membre

Capitaine Gnofam Zoumaro, forces armées togolaises, membre

Capitaine Memene, Forces armées togolaises, membre

Gbegbeni Nanamale, conseiller technique au ministère du plan et de la réforme administrative, membre

Kinhoé Lenovissi, inspecteur des affaires administratives au ministère de l'intérieur, membre

2 — Administrateur représentant les membres de la chambre de commerce :

Djondo Koffi, président de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo, membre

3 — Administrateur représentant le personnel de la R.N.E.T.

Ayité Dovi, chef de service laboratoire eau — RNET, membre.

Art. 2 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, sont chargés

de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 février 1981

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 81-20 du 20 février 1981 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un régent.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49-APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le rapport en date du 9 octobre 1980 du chef de la circonscription administrative de Sokodé.

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 84/PR-INT du 5 juillet 1963 portant reconnaissance de la réintronisation de M. Issifou Ayéva en qualité de chef supérieur des cotocolis.

Art. 2 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Ayéva Fousséni, adjoint administratif, en qualité de régent du canton central de Tchaoudjo.

Art. 3 — M. Ayéva Fousséni, régent du canton central de Tchaoudjo, percevra une indemnité annuelle de trois cent six mille (306.000) francs imputable au budget général-gestion 1981, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 4 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 février 1981

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET n° 81-21 du 23 février 1981 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

Le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961.

DECRETE :

Article premier — Sont nommés dans l'Ordre du Mono à titre exceptionnel et étranger, à l'occasion des deuxième entretiens de médecine aéronautique et tropicale, les personnalités ci-après :

Au grade de commandeur

Docteur Paul Fourn, chirurgien, médecin chef de l'hôpital Bellan à Paris, directeur des services médicaux d'UTA et d'Air Afrique, membre de l'académie internationale de médecine aéronautique et spatiale, président des entretiens de Lomé

Professeur Robert Grandpierre, médecin général inspecteur honoraire, professeur et père de la médecine aéronautique en France

Professeur Maurice Strumza, professeur de physiologie et de médecine aéronautique de la faculté de médecine de Paris, enseignement de médecine aéronautiques à plusieurs générations de médecins aéronautiques dont plusieurs africains

M. Koffi Aoussou, président-directeur-général d'Air Afrique

M. Guy Sene, directeur général d'UTA.

Au grade d'officier

Médecin Général, Georges Perdriel, inspecteur des forces aériennes, président du conseil médical de l'aéronautique civile française

Professeur Lucien Leger, directeur de la clinique chirurgicale de l'hôpital Cochin Port-Royal, président de l'académie de chirurgie, vice-président de l'Ordre des médecins français

Professeur Marc Sankale, doyen honoraire de la faculté de médecine de Dakar, professeur de médecine tropicale à l'hôpital Houphouët-Boigny Marseille

Docteur Henri Perret, directeur de l'action sanitaire et sociale de l'Ile de France, représentant le ministre français de la santé

Professeur Maurice Cara, directeur du SAMU de Paris, service d'aide médicale urgente).

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 février 1981

Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 81-22 du 24 février 1981 portant promotion à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

Vu le décret n° 71-218 du 3 décembre 1971 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

DECRETE :

Article premier. — A l'occasion des deuxième entretiens de médecine aéronautique et tropicale, le Professeur Lapiere Jacques — faculté de médecine de Cochin-Paris — est promu Commandeur de l'Ordre du Mono — à titre exceptionnel et étranger.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 24 février 1981
Général d'Armée G. EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 33/PR du 20 janvier 1981 portant nomination des membres de la Commission du Concours d'Agrégation en Médecine (C.I.C.A.M.)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution spécialement en son article 15 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu l'arrêté interministériel n° 8/MENRS/MSP du 31 mars 1980 instituant une commission d'agrégation en médecine (C.I.C.A.M.) ;

A R R E T E :

Article premier. — Les professeurs dont les noms suivent sont nommés Membres de la commission du Concours d'agrégation en médecine pour l'année 1981.

Président : Pakai Nabede, professeur titulaire, vice-recteur de l'Université du Bénin.

Membres : — Afatsao Amedome, professeur titulaire, directeur de l'école de médecine ;

— Nassan Nakpane, professeur-Agrégé, directeur-adjoint de l'école de médecine ;

— Ayité Manko d'Almeida, professeur agrégé-biologiste des hôpitaux ;

— Jean Plessis, professeur agrégé d'anatomie ;

— Docteur Tognidé Houangbe Houenassou, directeur général de la santé du Togo.

Art. 2. — La commission se réunit sur convocation de son président.

Art. 3. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 janvier 1981
Général d'Armée G. EYADEMA

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

Arrêté n° 4/D-PR/MDN du 22/1/81 — A compter du 1er janvier 1981, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après :

INFANTERIE TOGOLAISE

Au grade d'adjudant-chef :
l'Adjudant

Assoumanou Tcha mle 0359 R.P.C.

Au grade d'adjudant :

Les Sergents-chefs

Messah Améganvi mle 13624 R.S.A.
Alognon Kodzo mle 12306 2° B.M.

Au grade de sergent-chef :

les Sergents

Agbala Watékou mle 0292 R.S.A.
Gnassingbé Amah Toyi mle 0496 2° R.I.A.
Fumey Kokou mle 1391 R.S.A.
Akim Abéya mle 29497 1° B.I.

Au grade de sergent :

les Caporaux-chefs :

Zakari Ahoudou mle 2103 R.S.A.
Esso Issaka mle 0249 R.S.A.
Dosse Comlanvi mle 1134 R.S.A.
Gnalo Simbéidjew mle 1532 R.S.A.
Kola Kpango mle 0704 R.S.A.
Terao Samboa mle 2072 R.P.C.
Messan Vianou Adodo mle 1799 R.P.C.
Batawiscome Mdjatam mle 0878 2° R.I.A.
Tchamola Aboukérime mle 1673 C.N.I.
Baoua Binantifam mle 1259 1° B.I.
Viza Kokouvi Sonyito mle 0494 2° B.M.
Banaboko Passama mle 0044 R.C.G.P.
Ouro-Egbelou Issaka mle 2625 R.C.G.P.
Assim Kodjo Babissoguène mle 2302 R.C.G.P.
N'zonou Sabi mle 2620 R.C.G.P.
Yao Nisson mle 1687 R.C.G.P.
Kerezoue Kodjo mle 2631 R.C.G.P.
Kodjovi Assion mle 0451 R.S.A.

Au grade de caporal-chef : les Caporaux

Bayikida Abalo mle 3292 R.S.A.
Tchevi Dotché mle 1161 R.S.A.
Dowonou Agossou mle 1460 R.P.C.
Kere Atina mle 1878 R.P.C.
Djabongue Yaporé mle 2120 R.P.C.
Tchouyou Tchamdè mle 2672 2° R.I.A.
Akpao Koutchouradjou mle 0421 2° R.I.A.
De Souza Kwassi mle 2241 C.N.I.
Kpovito K. Komi 0937 1° B.I.
Pehedewe Badañam mle 1017 1° B.I.
Dao Kpalma mle 1273 2° B.M.
Anatokoute Kossi mle 0764 2° B.M.
Boukari Adam mle 2327 R.C.G.P.
Alou Essohuna mle 2944 R.C.G.P.

Au grade de caporal : Les soldats

Adjogli Yaovi mle 1509 R.S.A.
Atcholé Kézié mle 0991 R.S.A.
Tagba Tchalla mle 2670 R.S.A.
Assogbavi Dossou mle 1498 R.S.A.

Amouzouvi Ananivi mle 4192 R.S.A.
 Assima Dermame mle 2401 R.C.G.P.
 Sezdou Alassani mle 2744 R.C.G.P.
 Ekpe Komi Aféményo mle 2820 R.C.G.P.
 Lemou Atimou mle 3845 R.P.C.
 Etila Jétro mle 0913 R.P.C.
 Tchiou Atchidè mle 1897 R.P.C.
 Senyedji Amouzou mle 1031 R.P.C.
 Tchapi Abalo 3211 2° R.I.A.
 Pouweyem Pignandi mle 2046 2° R.I.A.
 Dogninougou Kokouvi mle 2239 2° R.I.A.
 Tchabana Gaffou mle 3198 C.N.I.
 Kasso Tchambago mle 1621 1° B.I.
 Lare Naguénibé mle 0980 1° B.I.
 Awoute Koffi mle 2839 2° B.M.
 Belawalo Tinkpéza mle 1176 2° B.M.

A l'emploi de 1re classe :
 les 2e classes

Sgbaling Abalo mle 0748 R.S.A.
 Awade Koffi Bimnamniwé mle 4793 R.S.A.
 Tchassa Toyi mle 4514 R.S.A.
 Alima Koffi mle 4282 R.S.A.
 Vovor Yao mle 4674 R.S.A.
 Keletou Kodjo mle 4725 R.S.A.
 Djare Djaname mle 4553 R.S.A.
 Assiangou Bilan mle 3685 R.P.C.
 Aziankpor Kodjo mle 3487 R.P.C.
 Dolla Tilla mle 3742 R.P.C.
 Basse Abouzouwè mle 1596 R.P.C.
 Wonibangue Arzouma mle 4044 R.P.C.
 Hoindo Kossivi mle 3508 R.P.C.
 Tcheka Konga mle 3931 R.P.C.
 Aguim Bada mle 1232 2° R.I.A.
 Nassou Yao mle 4063 2° R.I.A.
 Sakpana Iditchripo mle 2160 2° R.I.A.
 Abassem Tchao mle 1933 2° R.I.A.
 Kezie Zato mle 4391 2° R.I.A.
 Ali Yendo mle 1561 2° R.I.A.
 Tougoma Atam mle 3921 Tchitchao
 Moda Badakoa mle 4443 Tchitchao
 Yiboue Komlan mle 4751 C.N.I.
 Kalawa Kossi mle 4374 C.N.I.
 Tchassie Abalika mle 4927 C.N.I.
 Ayo Mouzou mle 2426 1° B.I.
 Awate Miniaké mle 1936 1° B.I.
 Makato Badowènam mle 3109 1° B.I.
 Belei Awa mle 3690 1° B.I.
 Badabon Tchedeli mle 3023 1° B.I.
 Djatoite Djadam mle 4077 2° B.M.
 Takougnadi Tcha mle 4494 2° B.M.
 Sedjro Kodjo mle 4058 2° B.M.
 Ali Moussa mle 4543 2° B.M.
 Korigna Arim mle 2537 R.C.G.P.
 Bakali Balakiyèm mle 2460 R.C.G.P.
 Nakodja Nampoé mle 2608 R.C.G.P.
 Adom Amaya mle 2427 R.C.G.P.
 Kognako Kibalo mle 2555 R.C.G.P.
 N'poh N'Tcha mle 3366 R.C.G.P.
 Afo Atty mle 2952 R.C.G.P.

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade d'adjudant :
 les MDL/chefs

Kolani Flindjoa mle 0184
 Blakime Tassindja mle 0272

Au grade de maréchal des logis-chefs :
 les Gendarmes

Agbang Kpatcha mle 1126
 Agossou Ekué Sossou mle 0148

Au grade de maréchal des logis (gendarme) :
 les G.A. de 1° cl

Mable Koffi mle 0683
 Alouya Awokibéré mle 0716
 Daga Kodjovi mle 0465

Au grade de gendarme-adjoint de 1re classe :
 les G.A. de 2e cl

Attikpo Kokou mle 0819
 Sekou Bouraïma mle 0782
 Djissenou Komlan mle 0817
 Nikabou Zakari mle 0838
 Ezzo Abatchang mle 0822
 Tetena Kpassa mle 0844
 Folly Messan Ayao mle 0824
 Hilla Ayi mle 0327

MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMEES TOGOLAISES

Au grade d'adjudant musicien :
 le Sgt/chef musicien

Dedo Kokou mle 050/M

Au grade de sergent-chef musicien :
 le Sergent musicien

Afoutou Togbui mle 030/M

Au grade de sergent musicien :
 le Cal/chef musicien

Kouévi Messan mle 119/M

Au grade de caporal-chef musicien :
 le Caporal musicien

Wembou Egoulou mle 129/M

Au grade de caporal musicien :
 les 1re cl musiciens

Atekpe Tatoué mle 110/M
 Logovi Kossivi mle 184/M

A l'emploi de 1re classe musicien :

les 2e classes musiciens

Sanzou Sama Aouffo mle 165/M
Koudoliga T. Nossa mle 157/M

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

Au grade d'adjudant :

Le sergent

Tchare A. Maman mle 4090

Au grade de sergent :

Les caporaux-chefs

Tetoufea Koffi Hombati mle 4599
Kouma Yaovi mle 4598

Au grade de caporal-chef :

Le caporal

Nawa Tchalon mle 0727

Au grade de caporal :

Les soldats

Meba A. P. Kokou mle 4585
Gnangnam Tchein mle 4833
Kaglan K. Agbémégnon mle 4583

A l'emploi de 1re classe :

les 2e classes

Tagaree Zimaré mle 4933
Gbegbehou Kodjo mle 4224
Nokou Atcha mle 4894

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade de second maître : (sergent)

Q. M. 1. Talakaena Batika mle 3297

Au grade de quartier maître de 2e classe : (caporal)

Matelot B. E. Akakpo Amoussou mle 4124
Yao Nana mle 4980

Au grade de matelot breveté élémentaire (équipage)

Matelot sans spécialité Tomekpe Yawovi mle 4745.

Arrêté n° 2-D-PR-MDN du 22/1/81 — A compter du 1er janvier 1981, les officiers dont les noms figurent ci-dessous, sont promus aux grades ci-après :

GENDARMERIE NATIONALE

Au grade de capitaine

Le lieutenant

Ayassou Kodjo

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

Au grade de commandant :

Le capitaine

Nabédé Makou

Au grade de capitaine :

Le lieutenant

Nandja Zakari.

Inscription au tableau d'avancement

Arrêté n° 1/D-PR-MDN du 22-1-81 — Les officiers des forces armées togolaises dont les noms suivent ci-dessous sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1981 pour les grades ci-après :

INFANTERIE

Pour le grade de lieutenant-colonel :

Le chef de bataillon

Tepe Koffi

Pour le grade de chef de bataillon :

Le capitaine

Gnofame Zoumaro

Pour le grade de capitaine :

Les lieutenants

Gado Kokou
Tchangai Tchatcha
Badabon Essobiyo.

Arrêté n° 3-D-PR-MDN du 22/1/81 — Les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1981.

INFANTERIE TOGOLAISE :

Pour le grade d'adjudant-chef :

Les adjudants

Assoumanou Tcha mle 0359 R.P.C.
Tche Oukpane mle 12446 R.P.C.
Johnson Assah Kodjo mle 13691 1er B. I.

Pour le grade d'adjudant :

Les sergents-chefs

Messah Améganvi mle 13624 R.S.A.
Alognon Kodzo mle 12306 2e B. M.
Koene Kossi mle 13655 R.S.A.
Dogbe Afatchao mle 0311 R.S.A.
Takounadi Kpatcha mle 0073 R.C.G.P.
Toyi Patoki Eyu mle 12077 2e R.I.A.
Baka Kissem mle 0258 R.C.G.P.

Tchagodonou Gado mle 12468 R.S.A.
Behoui Assion mle 0033 R.C.G.P.
Tchamie K. Tétouguetina mle 0271 R.C.G.P.

Pour le grade de sergent-chef :

Les sergents

Agbala Watékou mle 0292 R.S.A.
Gnassingbé Amah Toyi mle 0496 2^e R.I.A.
Fumey Kokou mle 1391 R.S.A.
Akim Abéya mle 29497 1^o B.I.
Fassinou Yao mle 0463 R.S.A.
Toglo Komi mle 0215 C.N.I.
Koffi Ayaovi mle 0321 1^o B.I.
Malou Madouyem mle 1314 R.S.A.
Sabi Gado mle 1034 2^o B.M.
Tagba Tchonda mle 0521 R.S.A.
Pekemsi Eziéteng mle 0038 R.C.G.P.
Aouili Kao mle 2190 R.P.C.
Tchokoura Aboudoulaye mle 0745 2^o B.M.
Awoumey Doumassi mle 0323 1^o B.I.
Talaki Yao mle 0270 2^o B.M.

Pour le grade de sergent :

Les caporaux-chefs

Zakari Ahoudou mle 2103 R.S.A.
Eso Issaka mle 0249 R.S.A.
Dosseh Komlanvi mle 1134 R.S.A.
Gnalo Simvéidjew mle 1532 R.S.A.
Kola Kpango mle 0704 R.S.A.
Terao Samboa mle 2072 R.P.C.
Messan Vianou Adodo mle 1799 R.P.C.
Batawiscome Madjatam mle 0878 2^o R.I.A.
Tchamola Aboukérin mle 1678 C.N.I.
Baoua Binantifam mle 1259 1^o B.I.
Viza Kokouvi Sonyito mle 0494 2^o B.M.
Banaboko Passama mle 0044 R.C.G.P.
Ouro-Egbelou Issaka mle 2625 R.C.G.P.
Assim Kodjo Babissoguène mle 2302 R.C.G.P.
N'zonou Sabi mle 2620 R.C.G.P.
Yao Nisson mle 1687 R.C.G.P.
Kodjovi Assion mle 0451 R.S.A.
Agbati Kokouvi mle 1430 R.S.A.
Kabate Komlan mle 2005 R.S.A.
Adjété Adjévi mle 1756 R.S.A.
Klagba Yaovi mle 1530 R.P.C.
Tsogbe Yaovi Gameli mle 3611 R.P.C.
Beguemsi Kpatcha mle 3016 2^o R.I.A.
Bikazame Abi mle 0659 2^o R.I.A.
Tchakpi Motowé mle 3173 C.N.I.
Botcholi Addi mle 0488 1^o B.I.
Larble Lamboni mle 0979 2^o B.M.
Kerezoué Kodjo mle 2581 R.C.G.P.
Metcheta N'Doké mle 2604 R.C.G.P.
Pegbessou Atchi mle 3349 R.C.G.P.
Sama Comlan mle 3169 R.C.G.P.
Tondjo Yao mle 1219 R.S.A.
Bando Mawinasso mle 1599 R.S.A.
Zakari Mama mle 1071 R.S.A.
Adegnon Kokou mle 0310 R.S.A.
Thon Essodina mle 2093 R.P.C.

Akondo Aliassim mle 1945 R.P.C.
Wotodjo Kokouvi mle 1817 2^o R.I.A.
Amana Essohounéwè mle 0654 2^o R.I.A.
Houndehou Ata Kwami mle 0930 C.N.I.
Tamatekou Kokouvi mle 1810 1^o B.I.
Nadjé Nanié mle 0781 2^o B.M.
Kagnaya Tila mle 2578 R.C.G.P.
Ayité Kossivi Mawuéna mle 2222 R.C.G.P.
Pakpame Akala mle 2630 R.C.G.P.
Assih Agoussoyé mle 2452 R.C.G.P.
Akovi Névaémé Kodjo 2299 R.C.G.P.
Tchango Alouan mle 2681 R.C.G.P.
Kolani Haguébiré mle 0966 R.S.A.
Agbokou Kokouvi mle 1442 R.S.A.
Kadanga Amanga mle 1880 R.S.A.
Touloumba Alassani mle 1055 R.S.A.
Kodjo Kossi mle 2359 R.S.A.
Salifou Issa mle 0045 R.S.A.
Birregah Adjaou mle 0246 R.S.A.
Ehe Koffi mle 0016 R.S.A.
Létchi Kodjo Agbémadon mle 1151 R.S.A.
Mado Afidégnon mle 1546 R.P.C.
Kozon Kpatcha mle 2008 R.P.C.
Anamina Kassoukpala mle 1912 R.P.C.
Dedjera Sani mle 1766 R.P.C.
Marebaou Patcham mle 0281 R.P.C.
Assogba Yaovi mle 1754 R.P.C.
Atawo Essohonam mle 1822 R.P.C.
Ouyengah Nakoutcha mle 0427 R.P.C.
Panakinaw Tétou mle 0402 2^o R.I.A.
Derman Bassirou mle 1966 2^o R.I.A.
Allabah Koffigan mle 1761 2^o R.I.A.
Gnama Agbéanda mle 0972 2^o R.I.A.
Horta Agbaro mle 1286 2^o R.I.A.
Nimon Toki Bassah mle 0077 C.N.I.
Signan Baladina mle 0620 2^o B.M.
Idrissou Sondjalim mle 2528 2^o B.M.
Baka Kodjo mle 2476 R.C.G.P.

Pour le grade de caporal-chef :

Les caporaux

Bayikida Abalo mle 3292 R.S.A.
Tchevi Dotché mle 1161 R.S.A.
Kere Atina mle 1878 R.P.C.
Dowonou Agossou mle 1460 R.P.C.
Djabongue Yaboré mle 2120 R.P.C.
Tchyou Tchamdé mle 2672 2^o R.I.A.
Akpao Koutchardjou mle 0421 2^o R.I.A.
De Souza Kwassé mle 2241 C.N.I.
Kpovito K. Komi mle 0937 1^o B.I.
Pehedewe Badanam mle 1017 1^o B.I.
Dao Kpalma mle 1273 2^o B.M.
Anatokoute Kossi mle 0764 2^o B.M.
Boukari Adam mle 2327 R.C.G.P.
Alou Essohuna mle 2944 R.C.G.P.
Daw Awizoba mle 0691 R.S.A.
Koffi Kouglénou mle 0346 R.S.A.
Adjane Kou N'Tayème mle 1577 R.P.C.
Adjeoda Poméi mle 0840 R.P.C.
Agbodan Tétévi mle 0807 R.P.C.
Eyai Bagouyou Poubalo mle 0494 2^o R.I.A.

Amoudji Anani mle 1511 2° R.I.A.
 Amegbor Agbégninou mle 2314 1° B.I.
 Ajavon Ayikoé mle 2296 1° B.I.
 Idrissou Yorou mle 2529 2° B.M.
 Zonou Kwassi mle 2290 2° B.M.
 Attoro Alouadjou mle 2701 R.C.G.P.
 Sagbana Tcharié mle 2382 R.C.G.P.
 Amegnaglo Koffi mle 1507 R.S.A.
 Arateme Nakparé mle 2424 R.S.A.
 Fiaty Koffi mle 1728 R.S.A.
 Soh Atchigri mle 1672 R.S.A.
 Sitikaré Sallé mle 2149 R.P.C.
 Gbotso Yawo mle 1781 R.P.C.
 Palanga Djobo mle 1022 R.P.C.
 Bouentara Mayeda mle 2493 2° R.I.A.
 Agboka Kossi mle 0610 2° R.I.A.
 Anato Gblova mle 1744 2° R.I.A.
 Kperegbene Bambile mle 2728 2° R.I.A.
 Pollo Tahadi mle 2148 C.N.I.
 Sowonou Amavi mle 1159 1° B.I.
 Boukari Tairou mle 1592 2° B.M.
 Atamba Adji Ahourma mle 2697 R.C.G.P.
 Agoda Boziouvé mle 2982 R.C.G.P.
 Nabiyouliwa Tagba mle 2614 R.C.G.P.
 Kolani Gbarkidia mle 2729 R.C.G.P.
 Dabango Komna mle 0906 R.S.A.
 Alona Toyi mle 2395 R.S.A.
 Edou Dansou mle 2347 R.S.A.
 Kloukpo Komlan mle 0237 R.S.A.
 Tecro Diarra Ahourma mle 2723 R.P.C.
 Lagneble Komi mle 1797 R.P.C.
 Peré Sanda mle 2053 R.P.C.
 Todenou Apélété mle 1041 R.P.C.
 Alawi Abalodjom mle 0848 R.P.C.
 Djimadjo Kodjo mle 1128 R.P.C.
 Gnakossan Komlan mle 1867 R.P.C.
 Fare Mohamed mle 1778 R.P.C.
 Katanga Hodo mle 1190 R.P.C.
 Séidou Kossi mle 0407 2° R.I.A.
 Tatchin Gbandi mle 1345 2° R.I.A.
 Dana Djabadje mle 1360 2° R.I.A.
 Douti Yandja mle 2719 2° R.I.A.
 Assogba Kossi mle 1443 C.N.I.
 Siya Tchigrr Oulessé mle 1719 C.N.I.
 Adjogli Yaovi mle 1509 R.S.A.
 Achthole Kézié mle 0991 R.S.A.
 Tagba Tchalla mle 2670 R.S.A.
 Assogbavi Dossou mle 1498 R.S.A.
 Amouzouvi Ananivi mle 4192 R.S.A.
 Assima Dermane mle 2401 R.C.G.P.
 Sezdou Alassani mle 2744 R.C.G.P.
 Ekpe Komi Afémégnyo mle 2820 R.C.G.P.
 Lemou Atimou mle 3845 R.P.C.
 Etila Jétro mle 0913 R.P.C.
 Tchiou Atchidè mle 1897 R.P.C.
 Senyedji Amouzou mle 1031 R.P.C.
 Tchapi Abalo mle 3211 2° R.I.A.
 Pouweyem Pignandi mle 2046 2° R.I.A.
 Dognignougan Kokouvi mle 2239 2° R.I.A.
 Tchabana Gaffou mle 3198 C.N.I.
 Kasso Tchambago mle 1621 1° B.I.
 Laré Naguénibé mle 090 1° B.I.

Awoute Koffi mle 2859 2° B.M.
 Belawalo Tinkpéza mle 1176 2° B.M.
 Abalo Sizing Bakoléa mle 4765 R.S.A.
 Agbeyibor K. Kossi mle 0322 R.S.A.
 Assogbavi Kokou mle 1845 R.S.A.
 Eso Abalo Komi mle 4140 R.S.A.
 Dao Kpatcha mle 4821 R.S.A.
 Alion Kpéssou mle 2413 R.C.G.P.
 Agouda N'Data mle 2453 R.C.G.P.
 Awusaba Kidjandan mle 2448 R.C.G.P.
 Panandja Paga mle 1664 R.P.C.

Pour le grade de caporal :

Les soldats

Awizoba Pitchiki mle 1915 R.P.C.
 Lawson Koudahin mle 3523 R.P.C.
 Amele Lamessin mle 1504 R.P.C.
 Bidem N'Gbakola mle 1263 2° R.I.A.
 Degboe Kwadzo Dodji mle 1531 2° R.I.A.
 Barnabo Djabongué mle 1697 2° R.I.A.
 Abete Kpadja mle 1496 2° R.I.A.
 Hounou Anani mle 1139 C.N.I.
 Daté Dosseh mle 1457 1° B.I.
 Badjonga Lakougnon mle 1516 1° B.I.
 Djibrila Barika mle 1603 2° B.M.
 Sewonou Kokou mle 2381 2° B.M.
 De Saba Togbé mle 2237 R.S.A.
 Adawousso Kodjovi mle 2938 R.S.A.
 Afatchao Koffi mle 2315 R.S.A.
 Babou Messan mle 1454 R.S.A.
 Kao Tawéléssi mle 0959 R.S.A.
 Delodji Awa mle 1181 R.S.A.
 Kongah Kézié mle 4404 R.S.A.
 Agbanda Kossi mle 4263 R.S.A.
 Awesso Pagam mle 4306 R.S.A.
 Ouro Bitassi mle 4457 R.S.A.
 Badasse Kakon mle 2475 R.C.G.P.
 Tada Bakoubadé mle 2679 R.C.G.P.
 Omourou Issifou mle 3265 R.C.G.P.
 Kamouké Bakoussum mle 2559 R.C.G.P.
 Aladjota Yendina mle 2455 R.C.G.P.
 Sotomey Akouété mle 2384 R.C.G.P.
 N'Gnama Pyabalo mle 2034 R.P.C.
 Tagba Atiboli Bétchézibadi mle 3962 R.P.C.
 Nouledo Agbo mle 3530 R.P.C.
 Kouevindjin Folly mle 3517 R.P.C.
 Koudoyor Folly mle 3788 R.P.C.
 Gnamdja Gado mle 3762 R.P.C.
 Bidjagare Arézim mle 0682 2° R.I.A.
 Amana Tchao mle 1077 2° R.I.A.
 Padasse Akoudé mle 1322 2° R.I.A.
 Nabede Abalo mle 1316 2° R.I.A.
 Pignan Faya mle 1290 2° R.I.A.
 Affo Koli Gachi mle 4784 2° R.I.A.
 Ayeboua Folikpo mle 4128 C.N.I.
 Aboudou Kassim mle 2409 1° B.I.
 Adamenou Kodjo mle 0829 1° B.I.
 Tchalm Aklesso mle 3487 2° B.M.
 Ali Essowazina mle 0852 2° B.M.
 Akouete Kossivi mle 4695 2° B.M.
 Tchakou Toyi mle 4075 2° B.M.

Tchalla Palakiyèm mle 2075 2° B.M.
 Bataka Abalo mle 1956 R.S.A.
 Loukoum Nossa mle 4873 R.S.A.
 Nougbo Koumébio mle 4663 R.S.A.
 Natagnissi Aréfa mle 4895 R.S.A.
 Tchamdja Aréya mle 4932 R.S.A.
 Gnoumou Koffi mle 4225 R.S.A.
 Takpaya Yaovi Kouma mle 4493 R.S.A.
 Yao Kodjo-Plaou mle 4540 R.S.A.
 Kpango Akai mle 0503 R.S.A.
 Badabon Mélébou mle 3013 R.C.G.P.
 Ailassim Mourou mle 2196 R.C.G.P.
 Malega Bakou mle 2592 R.C.G.P.
 Botcho Kuyavée mle 3009 R.C.G.P.
 Laré Mobiré mle 3363 R.C.G.P.
 N'Kassibou Kodjo mle 2376 R.C.G.P.
 Ahare Brika mle 3324 R.C.G.P.
 Keliba Bouraïma mle 3340 R.C.G.P.
 Meba N'Dandjé mle 3114 R.C.G.P.
 Sowoudji Koffi mle 3536 R.P.C.
 Lamboni Landja mle 4024 R.P.C.
 Kamassa Koffi mle 3510 R.P.C.
 Yao Abalidjan mle 3974 R.P.C.
 Kouatidja Yacoubou mle 4019 R.P.C.
 Gnagname Tchapo mle 3759 R.P.C.
 Kpeto Amé mle 3513 R.P.C.
 Kouyawa Sim mle 1988 R.P.C.
 Fiegnito Komi mle 3576 R.P.C.
 Douti Gnandja mle 4004 R.P.C.
 Tengue Amétépé mle 3537 R.P.C.
 Laré Aténi mle 2140 R.P.C.
 Panassa Kondo mle 1323 R.P.C.
 Anakpan Tchirivi mle 2202 2° R.I.A.
 Komossi Tilima mle 2557 2° R.I.A.
 Agbehonou Kokou mle 2195 2° R.I.A.
 Bawina Tagbata mle 4065 2° R.I.A.
 Amah Toyi mle 2438 2° R.I.A.
 Kountie Yentane mle 4078 2° R.I.A.
 Afan Foli mle 1825 2° R.I.A.
 Tambate Baminté mle 1388 2° R.I.A.
 Afognowou Kouma mle 2232 2° R.I.A.
 Hounsinou Mokaméto mle 1783 2° R.I.A.
 N'Konta Tchamou mle 2739 2° R.I.A.
 Adamou Kario mle 1235 1° B.I.
 Ayena Koffi mle 4035 2° B.M.
 Ayivi Ayité mle 0802 2° B.M.
 Afan Kodjo mle 2218 2° B.M.

A l'emploi de 1re classe :

Les soldats de 2e classe

Sgbaling Abalo mle 0748 R.S.A.
 Awade Koffi Bimnaniwé mle 4793 R.S.A.
 Tchassa Toyi mle 4514 R.S.A.
 Alima Koffi mle 4282 R.S.A.
 Vovor Yao mle 4674 R.S.A.
 Keletou Kodjo mle 4725 R.S.A.
 Djare Djaname mle 4553 R.S.A.
 Assiangou Bilan mle 3685 R.P.C.
 Aziankpor Kodjo mle 3487 R.P.C.
 Dolla Tilla mle 3742 R.P.C.
 Basse Abouzouwè mle 1596 R.P.C.
 Wonibangue Arzouma mle 4044 R.P.C.

Hoindo Kossivi mle 3508 R.P.C.
 Tcheka Konga mle 3931 R.P.C.
 Aguim Boda mle 1232 2° R.I.A.
 Nassou Yao mle 4063 2° R.I.A.
 Sakpana Iditchripo mle 2160 2° R.I.A.
 Abassem Tchao mle 1933 2° R.I.A.
 Kezié Zato mle 4391 2° R.I.A.
 Ali Yendo mle 1561 2° R.I.A.
 Tougoma Atam mle 3921 Tchitchao
 Moda Badakoa mle 4443 Tchitchao
 Yiboue Komlan mle 4751 C.N.I.
 Kalawa Kossi mle 4374 C.N.I.
 Tchassie Abalika mle 4927 C.N.I.
 Ayo Mouzou mle 2426 1° B.I.
 Awaté Miniaké mle 1936 1° B.I.
 Makato Badawenam mle 3109 1° B.I.
 Belei Awa mle 3690 1° B.I.
 Badabon Tchedeli mle 3023 1° B.I.
 Djatoite Djadam mle 4077 2° B.M.
 Takougnadi Tcha mle 4494 2° B.M.
 Sedjro Kodjo mle 4058 2° B.M.
 Ali Moussa mle 4543 2° B.M.
 Korigna Arim mle 2537 R.C.G.P.
 Bakali Balakiyèm mle 2460 R.C.G.P.
 Nakodja Nampoé mle 2608 R.C.G.P.
 Adom Amaya mle 2427 R.C.G.P.
 Kognako Kibalo mle 2555 R.C.G.P.
 N'Poh N'Tcha mle 3366 R.C.G.P.
 Afo Atty mle 2952 R.C.G.P.
 Chardey Tona mle 4135 R.S.A.
 Tchava Aboum mle 3494 R.S.A.
 Akakpo Kodjo mle 2800 R.S.A.
 Narma Atta Poui mle 4446 R.S.A.
 Doumagnon Kossi mle 4706 R.S.A.
 Djova Komlan mle 2342 R.S.A.
 Kotor Eklou mle 2367 R.S.A.
 Tchangai Adja mle 3926 R.P.C.
 Tchatchao Katang mle 3466 R.P.C.
 Wokpa Komi mle 3613 R.P.C.
 Baweli Wélla mle 3700 R.P.C.
 Magnani Kossi mle 3850 R.P.C.
 Agnitou Kossi mle 3682 R.P.C.
 Matomtabena N'Tamsa mle 3859 R.P.C.
 Kounta Tenete mle 1301 2° R.I.A.
 Natchamba Adjanda mle 2738 2° R.I.A.
 Tchanile Kazik mle 4171 2° R.I.A.
 Maglo Kossi mle 4160 2° R.I.A.
 Hunkpati Kodjo mle 4239 2° R.I.A.
 Tagba Bassamlawe mle 4919 2° R.I.A.
 Azando Tchamsi mle 4307 C.N.I.
 Kalayie Manapawai mle 4728 C.N.I.
 Namessi Yao mle 4445 C.N.I.
 Kalipe Ayaovi mle 2261 1° B.I.
 Kabissi Balakibawi mle 4378 1° B.I.
 Katakpe Makamana mle 4380 1° B.I.
 Aziati Kokou mle 2213 1° B.I.
 Akouzou Addi mle 1497 1° R.I.
 Agolo Tékou mle 2702 1° R.I.
 Hade-Eglo Biteniwé mle 4069 2° B.M.
 Kolani Lari mle 4563 2° B.M.
 Gali Kossivi mle 4057 2° B.M.
 Amidou Saïbou mle 4198 2° B.M.

Adja Essohanam mle 4778 2° B.M.
 Tchagbele Sama mle 3202 R.C.G.P.
 Kombate Yendoutien mle 2830 R.C.G.P.
 Amzeian Mensah mle 3307 R.C.G.P.
 Aware Gazaro mle 2698 R.C.G.P.
 Samao Téna mle 3164 R.C.G.P.
 Palou Agaka mle 2642 R.C.G.P.
 Ayassou Koudjégan mle 2784 R.C.G.P.
 Bahaimouzou Tétou mle 4321 R.S.A.
 Agossa Gbayi mle 4690 R.S.A.
 Batchandi Essomanam mle 4811 R.S.A.
 Bassassam Kéla mle 4702 R.S.A.
 Assanti Morou mle 5297 R.S.A.
 Djadou Yawo mle 4137 R.S.A.
 Koussawo Kokou mle 2250 R.S.A.
 Omourou Assoumana mle 4572 R.S.A.
 Banesse Komi mle 3731 R.P.C.
 Samani Kodjo mle 1480 R.P.C.
 Assih Aklesso mle 3616 R.P.C.
 Ellesse Anifrani mle 3570 R.P.C.
 Sanda Abalo mle 3907 R.P.C.
 Aboudou Youssifou mle 3668 R.P.C.
 Batama Kossivi mle 3490 R.P.C.
 Katankpawa Yana mle 3828 R.P.C.
 Klevo Offo mle 4231 2° R.I.A.
 Hounou Kossi mle 2247 2° R.I.A.
 Hounou Mensavi mle 2249 2° R.I.A.
 Amegnon N'Tare mle 4194 2° R.I.A.
 Anaga Ali mle 4782 2° R.I.A.
 Pali Essotonoum mle 2637 2° R.I.A.
 Tchedre Manguidani mle 4524 2° R.I.A.
 Amekotou Yaovi mle 2310 1° B.I.
 Takougnadi Essozimna mle 2083 1° B.I.
 Awesso Pagam mle 4354 1° B.I.
 Tchatchibara Adamou mle 2684 1° B.I.
 Talake Balakim mle 4492 1° B.I.
 Tchagou Eyabena mle 4513 1° B.I.
 Kouma Dolla mle 4401 1° B.I.
 Maglo Komlan mle 4660 2° B.M.
 Wellime Badawassi mle 4940 2° B.M.
 Ahoudom Tchadjaré mle 4285 2° B.M.
 Adewi Atchidè mle 4269 2° B.M.
 Bamessouk Yannam mle 4550 2° B.M.
 Yacoubou Yaya mle 4944 2° B.M.
 Agbandao Adandé mle 4542 2° B.M.
 Kagnaya Kpatcha mle 2533 R.C.G.P.
 Azoti Kossi mle 2973 R.C.G.P.
 M'Lapa Kokouvi mle 2909 R.C.G.P.
 Agao Tchassia mle 2972 R.C.G.P.
 Ayebe Kparéaou mle 2696 R.C.G.P.
 Awi Atchadé mle 2982 R.C.G.P.
 Tchalim Ekpao mle 3210 R.C.G.P.
 N'Dabieisso Kodjo mle 2924 R.C.G.P.
 Téou Kodjo mle 2850 R.C.G.P.
 Tchamse Aléon mle 2685 R.C.G.P.
 Afoh Datchiritchiri mle 4278 R.S.A.
 Ayeva Tassindja mle 4785 R.S.A.
 Akpawo K. Tcharatao mle 4202 R.S.A.
 Lossa Edoévi mle 2835 R.S.A.
 M'Bouke Kodjo mle 4163 R.S.A.
 Yaya Gountanté mle 4978 R.S.A.
 Kotiya E. Fofana mle 4408 R.S.A.

Koutodjor Amakoé mle 2829 R.S.A.
 Botcho Kossi mle 4336 R.S.A.
 Atiepou Koffi mle 2788 R.S.A.
 Dadjie Kodjo mle 4635 R.S.A.
 Agba Danté mle 4756 R.S.A.
 Awate Toui mle 3640 R.P.C.
 Adanilh Koffi mle 3547 R.P.C.
 Kodjoakou Yao mle 3516 R.P.C.
 Ahoro Karoh mle 3985 R.P.C.
 Sama Abdou Wahabou mle 4038 R.P.C.
 Dogo Nossi mle 3734 R.P.C.
 Kouyele Yantam mle 3595 R.P.C.
 Yandja Kpéndja mle 4049 R.P.C.
 Pessekoulou Pilè mle 3692 R.P.C.
 Adjrah Koffi mle 3485 R.P.C.
 Kadjiri Badjamtom mle 3806 R.P.C.
 Enakou Kokou mle 3571 R.P.C.
 Midodji K. Séwonou mle 4440 2° R.I.A.
 Tchabana Tchassanti mle 4510 2° R.I.A.
 Alade Agnonam mle 4189 2° R.I.A.
 Anani Doévi mle 2808 2° R.I.A.
 Labaitou Abalo mle 4426 2° R.I.A.
 Pakila Sotou mle 4461 2° R.I.A.
 Lamkoudjo Tchao mle 1636 2° R.I.A.
 Amouzou Kotchozon mle 4293 2° R.I.A.
 Afetse Koffi mle 4060 2° R.I.A.
 Mensah Akué mle 4658 2° R.I.A.
 Abouzi Tchaofélé mle 4769 2° R.I.A.
 Zianlengo Dogbé mle 4677 2° R.I.A.
 Koka Balabamadé mle 4402 2° R.I.A.
 Kpemoua Tchao mle 4418 1° B.I.
 Bodounabe Tchagado mle 4335 1° B.I.
 Akouna Assou mle 4120 2° B.M.
 Agbafla Mahamafou mle 4111 2° B.M.
 Koula Kossi mle 3068 R.C.G.P.
 Nambiema Omorou mle 3365 R.C.G.P.
 Panla Tcha Pouli mle 3155 R.C.G.P.
 Yassin Blantaré mle 4945 R.C.G.P.
 Anaou Sang-Sang Eyanossi mle 4772 R.C.G.P.
 Djadjiti N'Tchola mle 4956 R.C.G.P.
 Bikadem Tagba mle 2485 R.C.G.P.
 Nayo Ofa mle 3321 R.C.G.P.
 Aquiteme Bagna mle 2936 R.C.G.P.
 Ably Binamnéné mle 2397 R.C.G.P.
 Hassikpessi Batiou mle 2526 R.C.G.P.
 Garba Kokou mle 3348 R.C.G.P.
 Kondo Issaka mle 3080 R.C.G.P.
 Kpizia Toï mle 4849 R.C.G.P.
 Founbue Dogniké mle 4957 R.C.G.P.
 Patidehou Téou mle 2628 R.C.G.P.
 Tchalla Abalika mle 3130 R.C.G.P.
 Katoumie Kpatcha mle 3138 R.C.G.P.
 Lokou Karébou mle 2372 R.C.G.P.

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

Pour le grade d'adjudant :
 les M.D.L./chefs

Kolani Flindjoa mle 0184
 Blakime Tassindja mle 0272
 Agbedogan Danyon Kossi mle 0159
 Dogbevi Kokou mle 0154

Temanou Komlan mle 0204
Amédégénato Akakpo mle 0357

Pour le grade de maréchal des logis-chefs :

Les M.D.L.

Agbang Kpatcha mle 1126
Agossou Ekué Sossou mle 0148
Anite Malam mle 0403
Agougnima Koumada mle 0145
Tigoe Attah Ahlin mle 0451
Azouma Alotou mle 0165
Kelehouna Fando mle 0427
Tsolegnagbo Komi mle 0352

Pour le grade de gendarme :

Les G.A. de 1re classe

Mable Koffi mle 0683
Alouya Awokibéré mle 0716
Daga Kodjovi mle 0465
Komlan Toukoumbé mle 0761
Dovi Ségbéhion mle 0741
Alli Médékizingyou mle 0714
Hondjo Ayaovi mle 0748
Malifo T. Kouababou mle 0771
Tchanbako Nao mle 0625

Pour le grade de gendarme-adjoint de 1re classe :

G.A. de 2e classe

Attikpo Kokou mle 0719
Sekou Bouraïma mle 0782
Djissenou Komlan mle 0817
Nikabou Zakari mle 0383
Eso Abatchang mle 0822
Tetena Kpassa mle 0844
Folly Messan Ayao mle 0824
Hila Ayi mle 0827
Kolagbe Komi mle 0830
Assouan Esséoba mle 0806
Kpoglo Komlan mle 0832
Lawson Tévi Edebeyegnoa mle 0834
Eviglo Afantsè Morou mle 0823
Apedjinou Ananou mle 0803
Alawi Sougouna mle 0891
Nadah Hélim Kossi mle 0922
Makawa Kossi mle 0913
N'Gbanla Tahalamgsim mle 0923
Tchakbera Agbao mle 0938
Minontikpo Kodjo mle 0918
Akakpo Kossi mle 0858
Tchoutchou Kao Awolou mle 0946
Abih Alfa Aliou mle 0848
Assih Bidigam mle 0869
Bokobana Lao-Abalo mle 0967
Mugue Akolassa mle 0921
Barnabo B'Yantokléfoh mle 0873
Amonao Yapé mle 0864
Issa Saffiou mle 0892
Kpenifei Kpatcha mle 0900
Alayi Makassaba mle 0860
Tchodie Kézié Bassambadi mle 0944

Abalotou Issifou mle 0846
Anoumou Klouvi mle 0868
Beketi Kpatcha mle 0878
Amedjame Natéméyé mle 0863
Doumoni Laré mle 0884
Koffi Obéonata mle 0902
Tazou Tchaa mle 0936
Kamtati Tchagbali Alfa mle 0894
Tchalim Kossi Kodanga mle 0941
Yere Tchédéré mle 0954
Plante Tossim Tchaa mle 0931
Togni Akakpo mle 0790
Naiglo A. Kodjo Assi mle 0974

MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMÉES TOGOLAISES

Pour le grade d'adjudant musicien :

les Sergents-chefs musiciens

Dedo Kokou mle 050/M
Souatim Dédiokou mle 023/M

Pour le grade de sergent-chef musicien :

Les Sergents musiciens

Afoutou Togbui mle 030/M
Yabi Faladjou mle 027/M
Itiblitse Kossi mle 042/M

Pour le grade de sergent musicien :

les Caporaux-chefs musiciens

Kouevi Mensan Mle 119/M
Kao Wiyao mle 088/M
Sovon Kodjo mle 054/M

Pour le grade de caporal-chef musicien :

les Caporaux musiciens

Wembou Egoulou mle 129/M
Aleme Tchalo mle 107/M
Ankou Komlan mle 060/M

Pour le grade de caporal musicien :

Les 1res classes musiciens

Atekpe Tatoué mle 110/M
Logovi Kossivi mle 184/M
Djignagoua Djemba mle 207/M
Dedo Koffi mle 193/M
Kpaka Komi mle 160/M
Boudouma Lanwi Toyato 151/M
Kpodjaho Yao mle 092/M
Passai Tang mle 124/M

A l'emploi de 1re classe musicien :

Les 2es classes musiciens

Sanzou Sama Aouffo mle 165/M
Koudoliga T. Nossa mle 157/M
Alatakpa Oréna mle 146/M
Bafei Balaka mle 202/M

Mitiguimsagou Koufomah mle 213/M
 Amah Messan mle 170/M
 Kpadenou Kossivi mle 159/M
 Wella Eso-Buyu mle 215/M
 Degli Kossi mle 176/M

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

Pour le grade d'adjudant :

le Sergent

Tchalare A. Maman mle 4090

Pour le grade de sergent-chef :

Les sergents

Tozoun Komlan mle 4589
 Banassim Bassah mle 4597
 Nyonato Mokpokpo mle 4089
 Mamouki Essobéyéou mle 1839
 Namadou Abdoulaye mle 2166
 Agbobli Kouma mle 2186

Pour le grade de sergent :

Les caporaux-chefs

Tetouféa Koffi Hombati mle 4599
 Kouma Yaovi mle 4598
 Apeti Attissoh mle 4093
 Tarougue Palou mle 5003
 Domdi Pagoubadi Biniouwè mle 5014
 Assouma Mensah mle 4993
 Gnazingbe Kossi mle 4999
 Miwodor K. A. Egnaléagbessi mle 4991
 Agboati Messan mle 5011
 Goga Komlan Foli mle 5008
 Gbeglo Kokou Atsou mle 5020
 Ouro-Bang'na Kossi mle 2624
 Agbedji Kwami Alodzi mle 2857
 Tsogbe Kodzo Assiom mle 4996
 Ouro-Koura Agoro mle 5002
 Kanda Kossi mle 5015

Pour le grade de caporal-chef :

Les caporaux

Nawa Tchalou mle 0727
 Aboki Momo mle 0601

Au grade de caporal :

Les soldats

Meba A. P. Kokou mle 4585
 Gnangnam Tchein mle 4833
 Kaglan K. Agbémégnon mle 4583
 Tagba Awesso mle 2076
 Kondi Bakakpa mle 4963
 Bonfoh Kitayawa mle 4339
 Afatodji Ablam mle 2804
 Koffi Kouassigan Bubumé mle 2828
 Woakesso Komlanvi mle 2856
 Sepenou Yao mle 1162

*A l'emploi de 1re classe :
 2e classe*

Tagaree Zimaré mle 4933
 Gbegbehou Kodjo mle 4224
 Nokou Atcha mle 4894
 Dewolou E. Essoham mle 4636
 N'Dombe Fankibé mle 4893
 Akara Essotina mle 4781
 Woto Hani Kokou mle 4537
 Simfeitang Tété mle 4911
 Abalo Nanondè mle 4780
 Pagoua Konga mle 4905

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

Pour le grade de second maître (sergent) :

Les Q.M. 1

Talakaena Batita mle 3297
 Soga Kossa mle 3410
 Akuatse Kwassi Wowonyo mle 3289
 Bawe Yao Pwelabou mle 3420

Pour le grade de quartier maître de 1re classe cal/chef)

Les Q.M. 2

Agblekpe M. Komlan mle 3288
 Takouda Mawazoubébiyou mle 3299
 Ekpao Eya Etahing mle 3295
 Dolou Patchali mle 3294

Pour le grade de quartier maître de 2e classe (caporal)

Les matelots B. E.

Akakpo Amoussou mle 4124
 Yao Nana mle 4980
 Foli-Gbogboe Ekoué mle 4625
 Natabi Siaka mle 1713
 Kpakpabia Pakoubadi mle 2546
 Allaidji Aklesso mle 4630
 Ako Kossi mle 0604

Pour le grade de matelot breveté élémentaire (équipage)

Le Matelot sans spécialité

Tomekpe Yawovi mle 4743.

Arrêté n° 5/D-PR/MDN du 22/1/81 — Est inscrit au tableau d'avancement à titre exceptionnel de l'année 1981 et promu au grade de sous-lieutenant pour compter du 1er janvier 1981 dans les forces armées togolaises ; l'adjudant-chef Amegninou Lakoussan Kességlo de la gendarmerie nationale togolaise.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Centre d'état civil

Arrêté n° 9/INT-SG-APA-AA du 6/2/81 — Il est créé dans le canton de Ouwi un second centre d'Etat civil dénommé centre de Oma Zoménoucopé.

M. Eglou Hassim est nommé agent d'Etat civil de ce centre.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT-MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Badou est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 10/INT-SG-DSTCL du 6/2/81 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Kloti, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kantè, Mango et Dapaong, exercice 1981 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1980 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1981.

Désignation de chefs de villages

Arrêté n° 16/INT-AP du 18/2/81 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Amouzou Dassé Komlan dit Hemazo V, en qualité de chef du village de Kpomé-Tansi (circonscription administrative de Tsévié), en remplacement de Kossi Assilenou, destitué.

M. Amouzou Dassé Komlan Hemazo V, chef du village de Kpomé-Tansi, relève de l'autorité directe du chef de canton de Kpogamé.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 17/INT-SG-APA du 18/2/81 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Sekpla Komassi Sassou en qualité de chef du village de Kéta-Akoda en remplacement de Sekpla Dosseh Azamado, décédé.

M. Sekpla Komassi Sassou, chef du village de Kéta-Akoda, relève de l'autorité directe du chef de la circonscription administrative de Vo.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Secrétaires de chef de canton

Décision n° 11/INT-SG-APA-AP du 18/2/81 — Est et demeure rapportée la décision n° 32/INT-SG-APA du 18 février 1980 portant nomination de M. Baba Ali en qualité de secrétaire du chef supérieur de Mango.

M. M'Djambara Fambaré est nommé secrétaire du chef supérieur de Mango en remplacement de M. Baba Ali décédé.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de 96.000 (quatre vingt seize mille) francs.

La dépense est imputable au budget général — gestion 1981, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Retraite

Arrêté n° 11-INT-CGC du 6/2/81 — A compter du 1^{er} avril 1981, les sous-officiers dont les noms suivent seront admis à la retraite pour ancienneté de services :
adjudant-chef Atikla Koffi n° mle 139 du détachement de Lomé.

adjudant Benthos Mensah n° mle 375 du détachement de Lomé.

Le MDL-chef Koriko Kpandja n° mle 133 du détachement de Bassar.

Le MDL Lawson Sessi Dosseh n° mle 136 du détachement de Tabligbo.

Dans la limite de leurs droits, ils bénéficieront d'un congé libérable de trois mois valable du 1^{er} janvier au 30 mars 1981 délai de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1^{er} avril 1981.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 108/MFE/FCS du 3/2/81 — Est autorisé le paiement au profit de Me Têko Kankoue-Aho, huissier de justice près la cour d'appel et le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, de la somme de cent trente mille huit cent soixante trois (130.863) francs CFA, représentant le montant des dommages intérêts dus par l'Etat togolais par suite d'un accident de circulation causé par le véhicule administration RT G-0756 conduit par M. Agbagnigan Agbéjéhunsi, chauffeur en service à Lomé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° ch. 006.317-07 ouvert à la BTCI de Lomé pour être ensuite reversée au gardien de circonscription M. Wolokoa Alawi.

La dépense est imputable sur le chapitre 46, article 10 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 117-MFE-FCS du 4/2/81 — Est autorisé le paiement au profit de l'office international des Epizooties (OIE), de la somme d'un million quatre vingt neuf mille (1.089.000) francs CFA, soit l'équivalent de 21.780 FF représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° C.E.F. 13 452-95 ouvert au crédit industriel et commercial-agence 0,54 rue de Prony-75.017 Paris (France).

La dépense est imputable au budget général — gestion 1980, chapitre 49, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 118/MFE/FCS du 4/2/81 — Est autorisé le paiement au profit de Me Kodjo Bruce, avocat-défenseur à Lomé, de la somme de cinquante et un mille huit cent soixante cinq (51.865) francs CFA, représentant le montant des honoraires qui lui sont dus par la République togolaise dans l'affaire du ministère public, contre Aboudou Kassim, prévenu par la partie civile.

Cette somme sera mandatée et virée au C/C n° 9841, ouvert auprès de l'union togolaise de banque à Lomé, au nom de Me Bruce.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 46, article 2.

Décision n° 163/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs représentant la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du Secrétariat de la Jeunesse du Rassemblement du Peuple Togolais (JRPT) pour la gestion 1981.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre soit : deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) francs et virée au compte n° 50115 — UTB Lomé au nom de la JRPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 164/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs représentant la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du Secrétariat de l'Union Nationale des Femmes du Togo (UNFT) pour la gestion 1981.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre, soit : deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) francs et virée au compte n° 14797-78 BTCI — Lomé au nom de l'UNFT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 166/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de : cent trente deux millions neuf cent trente mille (132.930.000) francs représentant la contribution de l'Etat aux frais de gestion du matériel de la Maison du Rassemblement du Peuple Togolais pour l'année 1981.

Matériel Fonctionnement	125.600.000
Divers	16.600.000
Pièces de rechange — Matériaux et autres....	5.500.000

Total

147.700.000

Abattement 10 %

14.770.000

Total

132.930.000

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre, soit trente trois millions deux cent trente deux mille cinq cents (33.232.500) francs et virée au compte n° 143 ouvert auprès du Trésor au nom de la direction de la Maison du RPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 5 du budget général gestion 1981.

Décision n° 167/MFE/FCS du 11/2/81 — Est autorisé le paiement au profit du Secrétariat Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), de la somme de dix neuf millions deux cent soixante deux mille quarante et un (19.262.041) francs CFA, soit l'équivalent de 85.230,27 dollars US, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1980-1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de l'OUA n° 0110, ouvert à la Banque Commerciale d'Ethiopie à Addis-Abeba (Ethiopie).

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 3, paragraphe 2 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 168/MFE/FCS du 11/2/81 — Est autorisé le paiement au profit du Conseil International des Radios-Télévisions d'Expression Française (CIRTEF), de la somme de un million neuf cent quatre vingt douze mille cinq cent vingt cinq (1.992.525) francs CFA, soit l'équivalent de 15.000 francs suisses, représentant la contribution du Togo au titre des années 1978, 1979 et 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° C-3/100 6480 domicilié auprès de la Société de Banque Suisse, Agence de Plainpalais, 1211 Genève 4 (Suisse).

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 3, paragraphe 2 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 169-MFE-FO du 11-2-81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de dix huit millions quatre cent vingt mille (18.420.000) francs représentant la contribution de l'Etat aux frais de gestion du personnel de la Maison du Rassemblement du Peuple Togolais pour l'année 1981.

1) — Personnel Assistance Technique	960.000
2) — Personnel Permanent	15.000.000
3) — Charges Sociales	2.460.000
Total	18.420.000

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 143 ouvert auprès du Trésor à Lomé au nom de la Direction de la Maison du RPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 5 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 172/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de cinq millions cent quatre vingt cinq mille cinquante neuf (5.185.059) francs représentant la contribution de l'Etat au Secrétariat Administratif du RPT pour la gestion 1981.

Cette somme sera mandatée *par quart chaque trimestre* soit : un million deux cent quatre vingt seize mille deux cent soixante quatre (1.296.264) francs, et virée au compte n° 011 ouvert auprès du Trésor à Lomé au nom du Secrétariat Administratif du RPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6 du budget général — gestion 1981.

Chapitre 51, article 2, paragraphe 6

SECRETARIAT ADMINISTRATIF DU RPT

Prévision	30.000.000
Dépenses annuelles — personnel	24.238.824
Reliquat	5.761.176
Abattement 10%	576.117
Reliquat à répartir en 4 trimestres	5.185.059
d'où par trimestre	1.296.264

Décision n° 179/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de quarante cinq millions (45.000.000) de francs représentant la contribution de l'Etat aux dépenses communes du Rassemblement du Peuple Togolais pour la gestion 1981.

Cette somme sera mandatée *par quart chaque trimestre* soit : onze millions deux cent cinquante mille (11.250.000) francs et virée au compte n° 013 — ouvert au Trésor au nom du RPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51 article 2 paragraphe 6 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 180/MFE/FO du 11/2/81 — Est autorisé le virement de crédit de la somme de quatorze millions huit cent trente cinq mille sept cent cinquante deux (14.835.752) francs représentant la contribution de l'Etat à la Trésorerie Générale du RPT pour la gestion 1981.

Cette somme sera mandatée *par quart chaque trimestre* soit : trois millions sept cent huit mille neuf cent trente (3.708.930) francs et virée au compte n° 012 ouvert auprès du Trésor à Lomé au nom de la Trésorerie Générale du RPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6 du budget général — gestion 1981.

Chapitre 51, article 2, paragraphe 6

TRESORERIE GENERALE DU RPT

Prévision	20.000.000
Dépenses annuelles — personnel	3.515.832
Reliquat	16.484.168
Abattement 10 %	1.648.416
Reliquat à répartir en 4 trimestres	14.835.752
d'où par trimestre	3.708.938

Décision n° 206-MFE-FO du 11/2/81 — Est autorisé le paiement de la somme de deux cent quatre vingt douze mille neuf cent cinquante six (292.956) francs CFA soit l'équivalent de 1.400,50 dollars EU aux fonctionnaires du Secrétariat Général de l'OUA dans le cadre de la réunion sur le Tchad du 21 au 28 août 1980 à Lomé.

Cette somme sera mandatée au nom du Trésorier-Payeur du Togo pour lui permettre de régulariser les écritures dans les livres.

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 3, paragraphe 2 du budget général — gestion 1980.

Déblocage de crédit

Décision n° 145/MFE/FO du 6/2/81 — Il est mis à la disposition de l'office national togolais du tourisme un crédit de quatre millions (4.000.000) de francs pour permettre au Togo de participer au salon mondial du Tourisme à Paris (France) et la bourse internationale du tourisme à Berlin (Allemagne) du 12 février au 7 mars 1981.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, chef comptable dudit office, qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'Ordonnateur délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives aux dépenses effectuées.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 52, article 5.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Nomination

Décision n° 27/MCT du 24/2/81 — Est et demeure rapportée la décision n° 4-MCT du 19 janvier 1981 portant nomination de M. Anem Osséni, administrateur civil de 3^e classe 1^{er} échelon, comme directeur des affaires maritimes par intérim.

La présente décision prend effet à partir du 13 février 1981.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 137/MTFP du 29/1/81 — M. Ali Kodjo Eya Labina, n° mle 001960-J, ingénieur des travaux de 2^e classe 4^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade d'ingénieur des travaux de 1^{re} classe 1^{er} échelon à compter du 1^{er} décembre 1980.

Arrêté n° 138/MTFP du 29/1/81 — M. Houenassou Akogbéto, n° mle 007045-P, contremaître principale 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est promu au grade de contremaître principal de classe exceptionnelle à compter du 1^{er} mai 1979.

Arrêté n° 140/MTFP du 30/1/81 — Mlle Semekonawo Ayaovi Djigbodj n° mle 013967-Z, commis d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est promue au grade de commis d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon à compter du 19 mars 1980.

Arrêté n° 164/MTFP du 2/2/81 — M. Tsogbe Messa Yao, n° mle 011308-N adjoint technique principal 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est promu au grade d'adjoint technique d'agriculture principal de classe exceptionnelle à compter du 12 mai 1979.

Arrêté n° 165/MTFP du 2/2/81 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale sont promus aux grades supérieurs dans les conditions suivantes :

CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (cat. B)

Au grade de secrétaire d'action principal 1^{er} échelon

10. 2.81 — Kwadjosse Kossivi n° mle 008567-Z secrétaire d'action de 1^{re} classe 3^e échelon

Au grade de secrétaire d'action de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1. 1.81 — Mabalo Dickliwè n° mle 108566-Y secrétaire d'action de 2^e classe 4^e échelon.

Arrêté n° 166/MTFP du 2/2/81 — M. Maboudou Komlan n° mle 015482-U, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique est promu au grade d'infirmier principal 1^{er} échelon à compter du 1^{er} novembre 1978.

Arrêté n° 167/MTFP du 2/2/81 — M. Lenlipo Bandassoudi n° mle 009146-U, assistant médico-social de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est promu au grade d'assistant médical-social de 1^{re} classe 1^{er} échelon à compter du 10 août 1979.

Arrêté n° 186/MTFP du 4-2-81 — M. Ephoevi-Ga Foli Kuessan, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu dans les conditions suivantes :

23-12-77 — attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon 13-12-78 au 12-2-80 — absence irrégulière

13-2-80 — reprise de service (AC. 11 m 20 j)

23-2-81 — attaché d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 230-MTFP du 12-2-81 — M. d'Almeida Olufadé Adébayo n° mle 004519-R animateur de programme de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion est promu au grade supérieur dans les conditions suivantes :

26-11-76 — animateur de programme de 2^e classe 4^e échelon

1-8-76 — exclusion temporaire de fonctions (6 mois)

1-2-77 — rappel à l'activité

26-5-79 — animateur de programme de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 237-MTFP du 12-2-81 — M. Bruno Tchesco Ahlonko, contrôleur de 1^{re} classe 3^e échelon n° mle 004272-A du cadre des fonctionnaires du trésor est promu au grade de contrôleur principal 1^{er} échelon à compter du 12 mai 1980.

Arrêté n° 240/MTFP du 12-2-81 — M. Bakolmdé-Djato Kossi, n° mle 014730-C, vétérinaire inspecteur 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade de vétérinaire inspecteur en chef 1^{er} échelon pour compter du 14 avril 1979 (AC épuisée).

Arrêté n° 248-MTFP du 12-2-81 — Mme Kouassi Lady, née Kousandja, n° mle 008246-Y, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est promue au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} octobre 1978.

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade à compter du 1^{er} octobre 1980.

Arrêté n° 256/MTFP du 16-2-81 — M. Reinhold-Dossou Atti Kokou, n° mle 005400-A, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est promu au grade de secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon à compter du 1^{er} janvier 1980.

Intégrations

Arrêté n° 141-MTFP du 30-1-81 — M. Perezzi Kao N'Zonou, n° mle 010456-J, journaliste de 1re classe 2e échelon (catégorie B — indice 1250) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle de deux années académiques dans la section information et arts de diffusion de la faculté de philosophie et lettres de l'université de Liège (Belgique) et obtenu en outre les certificats d'histoire diplomatique et de droit international public et organisations internationales de la faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de l'université de Liège, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de rédacteur en chef de 2e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 7 du budget général) à compter du 20 juillet 1980, date de retour de stage.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 2 janvier 1980, date du dernier avancement automatique d'échelon dans son ancien corps.

Arrêté n° 142-MTFP du 30-1-81 — M. Apaloo Amèvi Natè, n° mle 012696-A, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire

(catégorie B — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire de l'école de bibliothécaire, archivistes et documentalistes de l'université de Dakar, est rayé de son cadre d'origine et, en attendant la parution du statut particulier du personnel des bibliothèques, admis dans la catégorie A2 en qualité de bibliothécaire de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 20 juillet 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et second degrés (chapitre 24, article 25 du budget général).

Arrêté n° 174-MTFP du 2/2/81 — En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion sociale, les adjoints administratifs ci-après désignés, du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, titulaires du diplôme d'agent de promotion sociale de l'école de formation sociale (sessions de juin et juillet 1980) sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans les conditions suivantes dans la catégorie B en qualité d'agent de promotion sociale et restent mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

POUR COMPTER DU 1er JUILLET 1980

Ancienne situation administrative		Nouvelle situation administrative				
Nom et Prénoms	Ancien corps grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement
Section agent d'animation sociale						
Keteku Abra Dzigbodi n° mle 007647-H	adjt. adm. de 1re classe 3e échelon	850	1-11-79	agent de prom. soc. 2e cl. 2e éch.	850	1-11-79
Sema Séwa Assibi, née Attigaku n° mle 003099-D	adjt. adm. de 1re classe 2e éch.	800	1-11-78	agent de prom. soc. 2e cl. 2e éch.	850	1-7-80
Kpelly Kossikuma Mawuko n° mle 008437-P	adjt. adm. de 1re classe 2e échelon	800	1-9-78	agent de prom. soc. 2e cl. 2e échelon	850	1-7-80
Section agent de protection sociale						
Adika Kokou Vinyo n° mle 014458-L	adjt. adm. de 2e classe 3e échelon	650	1-10-78	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-7-80
Kadjata-Teou Akossoua Manzam-Esso n° mle 013864-J	adjt. adm. de 2e classe 3e échelon	650	1-10-78	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-7-80
Pour compter du 1er août 1980 Section agent d'animation sociale						
Kotedja Lackyi Nantate 012774-G	adjt. adm. de 2e classe 4e échelon	700	1-10-79	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-8-80
Tapati Kpélou Bitémnaké n° mle 012780-E	adjt. adm. de 2e classe 4e échelon	700	1-10-79	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-8-80
Tekpor Momenyanawo n° mle 011640-A	adjt. adm. de 2e classe 4e échelon	700	1-10-78	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-8-80
Lakougnon Tcha-Esso Kossi n° mle 013861-P	adjt. adm. de 2e classe 3e échelon	650	1-10-78	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-8-80
Mama Abdoulaye n° mle 009341-X	adjt. adm. de 2e classe 4e échelon	700	1-10-78	agent de prom. soc. 2e cl. 1er éch.	750	1-8-80

Arrêté n° 175-MTFP du 2-2-81 — M. Kombaté Lardja (n° mle 007892-W), agent spécialisé de 2e classe 2e échelon (catégorie D — indice 310) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du certificat de fin de stage professionnel dans le domaine de la technique et de l'exploitation des centraux téléphoniques au département des télécommunications à Berne (Suisse), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent des installations électromécaniques de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 17 juin 1969.

La situation administrative de M. Kombaté Lardja est reprise comme suit :

- 17-6-1969 — agent des IEM de 2e classe 1er échelon
- 17-6-1971 — agent des IEM de 2e classe 2e échelon
- 17-6-1973 — agent des IEM de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650).

M. Kombaté Lardja (n° mle 007892-X), agent des IEM de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 209-MFP du 16 février 1973, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur des IEM de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er septembre 1973.

La situation administrative de M. Kombaté Lardja est reprise comme suit :

- 1-9-1973 — contrôleur des IEM de 2e classe 1er échelon
- 1-9-1975 — contrôleur des IEM de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850)

Une bonification d'ancienneté de sept mois est accordée à compter du 20 décembre 1976 à M. Kombaté Lardja (n° mle 007892-W), contrôleur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, qui a effectué avec succès un stage de perfectionnement professionnel dans le domaine des télécommunications organisé par la société des télécommunications PLESSEY de Beeston (Nottingham) en Grande Bretagne.

La situation administrative de M. Kombaté Lardja qui reste mis à la disposition de la Présidence de la République — postes et télécommunications (chapitre 6, article 9 du budget général), est régularisée comme suit :

- 1-9-1975 — contrôleur des IEM de 2e classe 2e échelon
- 20-12-1976 — bonification d'ancienneté de 7 mois
- 1-2-1977 — contrôleur des IEM de 2e classe 3e échelon
- 1-2-1979 — contrôleur des IEM de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050)

Le présent arrêté annule toutes dispositions antérieures contraires.

Arrêté n° 176-MTFP du 2-2-81 — Sont rapportés :

- les arrêtés n°s 458-MFP du 29 décembre 1967 et 409-MFP du 14 juin 1974 portant intégration et
- la décision n° 48-MFE MF du 19 janvier 1967 portant engagement.

M. Zékpa Matiyê (n° mle 012440-S), titulaire de deux certificats d'aptitude professionnelle options : aide-comptable et banque et du brevet d'enseignement commercial, 1re et 2e parties, est admis dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleur du trésor de 2e classe 2e échelon sta-

giaire (catégorie B — indice 850), à compter du 23 janvier 1967 et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général).

La situation administrative de M. Zékpa Matiyê est reprise comme suit :

- 23-1-1967 — contrôleur du trésor de 2e classe 2e échelon stagiaire
- 23-1-1968 — contrôleur du trésor de 2e classe 2e échelon titularisé AC : 1 an
- 23-1-1969 — contrôleur du trésor de 2e classe 3e échelon AC : néant
- 23-1-1971 — contrôleur du trésor de 2e classe 4e échelon
- 23-1-1973 — contrôleur du trésor de 1re classe 1er échelon (catégorie B — indice 1150)

M. Zékpa Matiyê (n° mle 012440-S), contrôleur du trésor de 1re classe 1er échelon (catégorie B — indice 1150), du cadre des fonctionnaires du trésor, qui a subi avec succès, l'examen de fin de stage d'inspecteur à l'école nationale des services du trésor de Paris (France) est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'inspecteur du trésor de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 4 avril 1974.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 23 janvier 1973, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. Zékpa Matiyê est reprise comme suit :

- 23-1-1973 — inspecteur du trésor de 2e classe 2e échelon
- 23-1-1975 — inspecteur du trésor de 2e classe 3e échelon
- 23-1-1977 — inspecteur du trésor de 2e classe 4e échelon
- 23-1-1979 — inspecteur du trésor de 1re classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 29 décembre 1973.

Arrêté n° 177-MTFP du 2-2-81 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Vedomey Kodjo, l'arrêté n° 19-MTFP du 4 janvier 1980, portant nomination.

M. Vedomey Kodjo, n° mle 01553-B, instituteur de 1re classe 1er échelon (indice 1150) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales (CFEN — section ENS) de l'école normale supérieure d'Atakpamé est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) pour compter du 17 septembre 1979 date de sa prise de service et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise pour compter du 13 mai 1979, date de son dernier avancement dans son corps d'origine.

Arrêté n° 178-MTFP du 2-2-81 — M. Agbetiafa Koffi (n° mle 000931-M), instituteur de 1re classe 2e échelon (catégorie B — indice 1250), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du « diploma in africa music » de l'université de Legon à Accra (République du Ghana), est intégré dans la hiérar-

chie supérieure au grade de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300), à compter du 3 janvier 1979 et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 5 décembre 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Agbetiafa Koffi est élevé au 4e échelon du grade de professeur des CEG de 3e classe (catégorie A2 — indice 1400) à compter du 5 décembre 1980.

Arrêté n° 179-MTFP du 2-2-81 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 941-MTFP du 12 octobre 1979 portant nomination.

M. Tchassama Salifou, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon rayé du contrôle des effectifs de la République Populaire du Bénin qui compte 12 ans 1 mois et 14 jours de service dans son cadre d'origine, est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 850) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) AC. 1 mois 14 jours.

Le présent arrêté a effet pour compter du 5 novembre 1979 date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 180-MTFP du 2-2-81 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne Mlle d'Almeida Ayaba Adjokè Aïcha, l'arrêté n° 998-MTFP du 5 novembre 1979 portant nomination.

Mlle d'Almeida Ayaba Adjokè Aïcha n° mle 004541-X, infirmière d'Etat de 1re classe 2e échelon (indice 800) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'Etat de sage-femme de la faculté de médecine et de pharmacie de l'université de Dakar est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité de sage-femme d'Etat de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) pour compter du 1er août 1980 et reste mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 187-MTFP du 4-2-81 — M. Tchecouvi Amavi Atayi Messan, adjoint administratif principal 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, n° mle 002096-S, qui a terminé un stage de formation professionnelle dans les services des préfectures de la Seine, des Bouches du Rhône et de la Drôme en France, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 18 avril 1975 (ancienneté conservée : 15 ans et 18 jours).

La situation administrative de M. Tchecouvi Amavi Atayi Messan, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon est reprise comme suit :

- 18-4-1975 — secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon AC : 15 a 17 j
- 18-4-1975 — secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon AC : 13 a 18 j
- 18-4-1975 — secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon AC : 11 a 18 j

18-4-1975 — secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon AC : 9 a 18 j

18-4-1975 — secrétaire d'administration de 1re classe 1er échelon AC : 7 a 18 j

18-4-1975 — secrétaire d'administration de 1re classe 2e échelon AC : 5 a 18 j

18-4-1975 — secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon AC : 3 a 18 j

18-4-1975 — secrétaire d'administration principal 1er échelon AC : 1 a 18 j

30-3-1976 — secrétaire d'administration principal 2e échelon (ancienneté épuisée)

30-3-1978 — secrétaire d'administration principal 3e échelon

30-3-1978 — secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle

(catégorie B — indice 1750)

M. Tchécouvi Amavi Atayi Messan, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle, reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté, qui annule toutes dispositions antérieures contraires, prend effet au point de vue de la solde à compter du 7 novembre 1980.

Arrêté n° 182-MTFP du 2-2-81 — Une bonification d'ancienneté de trois ans huit mois et 24 jours (3 a 8 m 24 j) est accordée à compter du 12 septembre 1977 à M. Edjaïdé Loa, instituteur adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 500) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1er janvier 1972 au 7 août 1977 inclus.

La situation administrative de M. Edjaïdé Loa est reprise comme suit :

12-9-1977 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon AC. 3 a 8 m 24 j

12-9-1977 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon AC. 1 a 8 m 24 j

18-12-1977 — instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon AC. néant (catégorie C — indice 650)

M. Edjaïdé Loa, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, n° mle 101309-X, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session de l'année 1977, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (budget général, chapitre 24, article 25, paragraphe 1).

Arrêté n° 191-MTFP du 4-2-81 — En attendant la parution du statut particulier des comptables M. Mihéayé Kokouvi Agbémébia, n° mle 108783-H, comptable mécanographe de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600), titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G2), session de juin 1980, est intégré dans la catégorie B en qualité de comptable de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) pour compter du 1er juillet 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 8 du budget général).

Arrêté n° 224-MTFP du 12-2-81 — M. Attisso Efoe Kponsou (n° mle 017124-E), instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré série D, session de juin 1980, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Arrêté n° 225-MTFP du 12-2-81 — Est rapporté l'arrêté n° 921-MTFP du 27 septembre 1978 portant intégration.

M. Assani Ayinènè Agnidé (n° mle 002839-R), aide-opérateur de 2e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, admis à l'examen probatoire au diplôme d'études comptables supérieures session de juin 1978, est rayé de son cadre d'origine et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des 3e et 4e degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 13, paragraphe 2 du budget général).

M. Assani Ayinènè est élevé au 2e échelon du grade de secrétaire d'administration de 2e classe (indice 850) à compter du 1er juillet 1980.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 27 septembre 1978.

Arrêté n° 226-MTFP du 12-2-81 — Est rapportée la décision n° 1622-MTFP du 4 août 1980 portant avancement automatique d'échelon, en ce qui concerne M. Deku Koku, n° mle 004881-B.

M. Deku Koku, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence en sciences de l'éducation délivrée le 2 novembre 1979 par l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade de professeur de 3e classe 1er échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1er décembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er janvier 1978 date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Deku Koku est élevé au 2e échelon du grade des professeurs de 3e classe (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 227-MTFP du 12-2-81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de développement, M. Geraldo Misbaou-Mouda (n° mle 006594-C), ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950), du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme d'études supérieures spécialisées

(DESS) de développement agricole de l'université de Paris I et du diplôme de IIIe cycle option : développement agricole et planification de l'institut d'études du développement économique et social (IEDES) de Paris (France), est rayé de son cadre d'origine, intégré dans la catégorie A2 avec une bonification d'un échelon en qualité de technicien supérieur de développement de 2e classe 2e échelon (indice 1200) à compter du 30 janvier 1980 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 18 du budget général).

Arrêté n° 228-MTFP du 12-2-81 — M. Tchacorom Essofa Nawa (n° mle 104591-Z), instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juillet 1979) est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er août 1979 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 21 du budget général).

Arrêté n° 229-MTFP du 12-2-81 — Les instituteurs adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Agbagli Sossa Komlavi	Neyou Tchamdja Pitchèlam
Bienfoali Boldja	Agbeli Senam Kodjo Tsu.
Douyiboè Anani Edem Don.	Afandomi Koffi Biova
Sowou Kokou Agbénizan	Kouassi Améli Messan
Attoh-Ekpoh Akouété	Latévi Kodjo Laté
Tasso Yao Guidayéma	Afedikou Fènou
Arzouma Tilaté	Fianyoh Kokou Mensah
Logan Séglan	Byll Anani
Agbehonou Koffi Sakpo	Tèvi Tèté
Agblodoé Eklou	Djreke Komla Mensah.

Arrêté n° 238-MTFP du 12-2-81 — Est rapportée en ce qui concerne M. Kombaté Néné Nawab n° mle 015532-A, la décision n° 910-MTFP du 30 avril 1980 portant avancements automatiques d'échelons des fonctionnaires du cadre du personnel de l'enseignement.

M. Kombaté Néné Nawab, n° mle 015532-A, professeur de 3e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement catégorie A1 — indice 1600) qui a suivi avec succès deux années universitaires de stage de préparation aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement à l'école normale supérieure de Saint-Cloud (France) est élevé au 4e échelon (indice 1750) de son grade à compter du 1er juillet 1978, date de retour de stage.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 25 août 1977 date du dernier avancement automatique d'échelon.

La situation de M. Kombaté est reprise comme suit :

1-7-78 — professeur de 3e classe 4e échelon

25-8-79 — professeur de 2e classe 1er échelon (indice 1900).

M. Kombaté, professeur de 2e classe 1er échelon (indice 1900), titulaire du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (option enseignement du deuxième degré), est rayé de son corps d'origine et intégré dans celui des inspecteurs de l'éducation nationale avec une bonification d'un échelon au grade d'inspecteur de 2e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 2050) à compter du 6 mai 1980 date d'admission au CAIEN et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Arrêté n° 259-MTFP du 16/2/81 — M. Tépé Finagni Démagnon (n° mle 011681-T), secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a subi avec succès l'examen sanctionnant le stage général d'inspecteur-élève de l'école nationale des douanes de Neuilly (France), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans celui des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur des douanes de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 30 juillet 1980.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise, à compter du 2 janvier 1980, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Agnala Ezzo (n° mle 001194-C), contrôleur des douanes de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050) du cadre des fonctionnaires des douanes, titulaire du certificat de succès aux examens de la deuxième année de gestion de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin session de septembre 1976 et qui a subi avec succès l'examen sanctionnant le stage général d'inspecteur-élève de l'école nationale des douanes de Neuilly (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'inspecteur de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 30 juillet 1980.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 16 octobre 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Agnala Ezzo est élevé au 2e échelon du grade d'inspecteur des douanes de 2e classe (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 16 octobre 1980.

MM. Agnala Ezzo et Tépé Finagni Démagnon restent mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Admissions

Arrêté n° 135-MTFP du 29/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoints-techniques des forêts et chasses de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la

disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 34, article 4 du budget général) :

Koude Kouma
Kouévi Ekoué

Kao N'ghanon.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 139-MTFP du 30/1/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Abbey Kossivi Sénam	Kouevindjin K. Amavidjin
Adaba Amenyo K. Mawuli	Kpekpassi Ayabawe Fofana
Ahonon Amévi	Kpodar, N. A. K. Adodo
Amegnanvi Foli Hoto	Kponyo Komlan Agbénohévi
Assigbley Adzra Assou	Kuassivi Koahlin
Awagah Koffi Séfa	Landoukpo Mawolo
Ayedje Koffi Mawuena	Laoukpezi Polomondome
Bocconi Kokou Dzimesa	Lawson Dovi
Capo A. A. Evénaménou	Matti Koku Sewa
Dabou Kpandja	Missinou Amewoanou
Dedo Agbota	Nabine Gado Gbandi
Degblo Kwami Whuckuto	N'Da Yaovi Yébi Kélésu
Donou Solégadji	N'Sougan Alogno
Dzidenu Koku Adzewoda	Tassa Faré
Hamenou Koumah	Toubaye Moh
Honfo Amégnissè	Toulassi Yao Dzifa
Kango Boukon	Tonou A. K. M. Fofovi
Kéoula Kodjovi	Tsogbe Kokou Mensanh
Kita Kodzo Mawuena Eklou	Vianou Afiwa Goussivi.
Klevor Kodzo Tawudzo	

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 145-MTFP du 2/2/81 — M. Lawson Atutu Laté Agbézoudo (n° mle, 034262 Y), employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle d'aide comptable session de l'année 1971 et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration le 29 avril 1980, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon catégorie C — indice 550) à compter du 30 avril 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 4 du budget général).

M. Lawson Atutu Laté Agbézoudo, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté prend effet à compter du 22 juillet 1980 au point de vue de la solde.

Arrêté n° 146/MTFP du 2/2/81 — Mme Wabi Ablavi, née Tossou, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle option : art-ménager et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session d'août 1977 — série concours), est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an dix mois vingt six jours (1a 10 m 26 jrs) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1978 au 10 novembre 1980 inclus dans l'enseignement catholique de Lomé en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 147-MTFP du 2/2/81 — M. Gbati Tchinn (n° mle 102238-Q), moniteur permanent 3e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juillet 1980, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 148/MTFP du 2/2/81 — M. Kuegah-Chouchouda Covi Solen'ko, titulaire du diplôme d'Etat de laborantin de l'école nationale des auxiliaires médicaux, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 149/MTFP du 2/2/81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens du tourisme, M. Kassim Zakari, diplômé de l'institut des techniques hôtelières et touristiques de Tizi Ouzou, est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien de tourisme et de l'hôtellerie de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) pour compter de la date de sa prise de service et mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 150/MTFP du 2/2/81 — M. Asse Amévi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3e

classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés en remplacement de M. Hlornashi Ako, démissionnaire (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 151/MTFP du 2/2/81 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mlle Kutuadu Yawa Akpéné, institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire l'arrêté n° 1244/MTFP du 22 août 1980 portant nomination.

M. Ouro-Aledji Badawarawé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de Mlle Kutuadu démissionnaire.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 152/MTFP du 2/2/81 — Les moniteurs permanents de 3e catégorie échelle A ci-dessous désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC sessions de juin-juillet 1980) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) à compter du 1er août 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du second degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Adjato Komi Tomékpé Doxanu n° mle 103014-G
Dedjeh Dogbeda n° mle 101742-G.

Arrêté n° 153/MTFP du 2/2/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Akakpo Kwassi Ayéfoumi Séna
Atouga Djagba Yaba
Kolou Assenlélou
Ouro-Koura Sadamba Talabédé
Aziamenti Komi Buikpo
Kiakpam Kouassi
Kondi Tchabana
Yovo Kétowotsa Kokouvi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 154/MTFP du 2/2/81 — Sont et demeurent rapportés pour compter de leur date de signature les arrêtés nos 429, 430, 431, 39, 493, 546/MTFP des 13 mars, 8 janvier, 25 mars et 3 avril 1980 en ce qui concerne les instituteurs-adjoints qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation et dont les noms suivent :

Ago Kpatcha	Bilia Adjouroutou
Mawugbe K. Ayéto	Akakpovi Yaovi Koumado
Tossa Kossi Atsé	Tchamdja Kokou Paka
Aliou Idrissou	Amegnikpa Kossi.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) en remplacement des instituteurs-adjoints ci-dessus licenciés, et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Abiassi Tsotso Dzifa	Kongnakou Fidé
Agbeko Anani Aka	Tchondo Komlan Adiaba
Djeri Abodji Soli N'gobou	Yerima Yacoubou Talahatou.
Djidogna Yao	

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 155/MTFP du 2/2/81 — Est accepté pour compter du 21 octobre 1980 la démission de M. Badabadi Kossi Bakounabè, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service à la direction du personnel et du budget du ministère de l'enseignement du premier et du deuxième degrés à Lomé.

M. Ayassou Yawo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) en remplacement de M. Badabadi Kossi Bakounabè démissionnaire, et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés, (chapitre 24, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 156/MTFP du 2/2/81 — M. Sadjihunsi Kouakou, n° mle 036881-T moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC — session de juillet 1980) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) pour compter du 1^{er} août 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 157/MTFP du 2/2/81 — M. Adissou Yao, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e clas-

se 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 158/MTFP du 2/2/81 — M. Dathevi Tétévi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré — série G1 (techniques administratives) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 38, article 4 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 159/MTFP du 2/2/81 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Atitso Yawo l'arrêté n° 541/MTFP du 20 juin 1979 portant nomination.

M. Atitso Yawo, titulaire du « Bachelor of science (général) education » de l'université de Cape Coast (Ghana) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et au point de vue de la solde pour compter du 24 juillet 1979.

Arrêté n° 160/MTFP du 2/2/81 — M. Agbemadon Kokou Soleté, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur minier de la faculté des sciences et de la technologie de l'université Edvard Kardelj de Ljubljana (Yougoslavie) est admis dans le cadre du personnel des mines et de la géologie en qualité d'ingénieur des mines de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques chapitre 36, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 161/MTFP du 2/2/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) ou admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis

à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Addablah Kokouvi Amegan
 Adademey Yaovi Enyonam Kekpo
 Adake Siwou Essohouna
 Adjetegan Adjélé
 Adjahmah Komi Ekpe Agotsé
 Adzogoudou Kokouvi Tsomanya
 Agbere Yabati Kibulu
 Amavitecle Amavi
 Assoti Pakoupolo Mawaki
 Bikela Katakpa
 Bonfoh Tchapo Sinna
 Bossou Kodjo Apéléte
 Boukari Loaga
 Bleza Bèbè Mabana
 Dakabena Koubalogubéna
 Dalakina Babakaa
 Dogbe Yawovi Dengo
 Edoth Gbedekon
 Egbevor Kwasi Agba No-Ananika
 Ekué Ape Atassé Amakoué Aho
 Quinda Barandao Bidjemba
 Sallah Mégbégné
 da Silveira Tété
 Sorofina Wali
 Tomety Ekoué Nyakpogbé
 Tognima Tchotibawaï Essohanam Kossi
 Eso Ado
 Fagbedji Komi
 Fatonzoun Gbènam Mawunyon
 Fankeba Wapondi
 Katanga Bowongabadi Adassou
 Kayolima Kakoura Kossi
 Koutodjor Amakoé
 Kpeta Mawela-Mba
 Kpotufe Koffi Enyonam
 Latekpo Kossivi Bassah
 Lawson Latévi Mensah Fédo
 Lawson Adjri Latévi Elavagnon Dodji
 Maza Essodina Komi
 N'Faba N'Bighé
 Ouro-Bang'Na Bouwèi
 Palanga N'na Bimalinéwè
 Pali Yowdéma Mondombaluki-Esozimna
 Pana Kpateha Pilakiyém
 Poinada Maon
 Tossou Worou
 Tsogbe Komi Hozuamé
 Vivor Eyi
 Vivor Yetse
 Wedebalana Lanwi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 162/MTFP du 2/2/81 — Mme Atitsogbe-Kodjo Afiwoa Obubé née Alate (n° mle 026319-H), monitrice d'arts ménagers permanente de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), option : art ménager, session de 1968 et qui a accompli

cinq années de pratique professionnelle le 17 octobre 1976, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 18 octobre 1976 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 21 du budget général).

La situation administrative de Mme Atitsogbe-Kodjo Afiwoa Obubé née Alate (n° mle 026319-H) est reprise comme suit :

18.10.1976 — professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire
 18.10.1977 — professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon titularisé
 18.10.1978 — professeur technique adjoint de 3e classe 2e échelon
 18.10.1980 — professeur technique adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 24 juillet 1980.

Arrêté n° 163/MTFP du 2/2/81 — M. Douli Gatigbé admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session de 1976) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de M. Adenou Kangni Béni, instituteur-adjoint révoqué.

Une bonification d'ancienneté de deux ans est accordée à M. Douli Gatigbé, pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1977 au 31 décembre 1979 inclus dans l'enseignement catholique en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

— instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + 2 ans bonification
 instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 168/MTFP du 2/2/81 — Sont rapportés les arrêtés n° 117/MFP du 13 février 1974 portant nomination et 528/MTFP du 4 juin 1979 portant titularisation.

En attendant la parution du statut particulier des professeurs-adjoints d'éducation physique et sportive, M. Akator Yawo (n° mle 012920-S) titulaire du «teacher's diploma» d'éducation physique session de mai 1970 de l'université de Cape Coast (Ghana), est nommé dans la catégorie A2 en qualité de professeur-adjoint d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 18 février 1973 et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (budget général, chapitre 32, article 5).

La situation administrative de M. Akator Yawo n° mle 012920-S) est reprise comme suit :

- 18. 2.1973 — professeur-adjoint d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 18. 2.1974 — professeur-adjoint d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon titularisé AC. 1 an
- 18. 2.1975 — professeur-adjoint d'EPS de 3^e classe 2^e échelon
- 18. 2.1977 — professeur-adjoint d'EPS de 3^e classe 3^e échelon
- 18. 2.1979 — professeur-adjoint d'EPS de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A2 — indice 1400).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 juin 1980.

Arrêté n° 169/MTFP du 2/2/81 — M. Afawubo Kofi (n° mle 014218-L), titulaire du « general certificate of education ordinary level » en 4 matières, du « general certificate of education advanced level » en 2 matières et du « teacher's certificate A », est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600) à compter du 1^{er} octobre 1974.

Mlle Ahiadzro Yaa Kafui (n° mle 015425-T), titulaire du « teacher's certificate A », est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 12 janvier 1976.

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

M. Afawubo Kofi (n° mle 014218-L)

- 1.10.1974 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon
- 1.10.1976 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon
- 1.10.1978 — instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon
- 1.10.1980 — instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750).

Mlle Ahiadzro Yaa Kafui (n° mle 015425)

- 12. 1.1976 — institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon
- 12. 1.1978 — institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon
- 12. 1.1980 — institutrice-adjointe de 3^e classe 3^e échelon (catégorie C — indice 650).

M. Afawubo Kofi et Mlle Ahiadzro Yaa Kafui sont mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (budget général, chapitre 26, article 6 — exercice 1975, chapitre 24, article 21 — exercice 1980).

Sont abrogés, en ce qui concerne M. Afawubo Kofi et Mlle Ahiadzro Yaa Kafui, les actes antérieurs portant nomination, accordant bonification d'échelon et portant avancements.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} août 1980.

Arrêté n° 170/MTFP du 2/2/81 — Est rapporté, en ce qui concerne M. Gbanganan Koffi, l'arrêté n° 16/MTFP du 10 janvier 1979 portant nomination.

M. Gbanganan Koffi (n° mle 106054-Q), titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juin 1970 et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série examen, session de l'année 1972, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 2 avril 1979 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de quatre ans deux mois (4 ans 2 mois) est accordée à M. Gbanganan Koffi, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon, pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1^{er} janvier 1973 au 1^{er} avril 1979 inclus.

La situation administrative de M. Gbanganan Koffi est reprise comme suit :

- 2. 4.1979 — instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon avec une bonification de 4 ans 2 mois
- 2. 4.1979 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon AC. 2 ans 2 mois
- 2. 4.1979 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon avec une bonification de 2 mois
- 2. 4.1981 — instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) bonification épuisée.

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde à compter du 18 octobre 1979.

Arrêté n° 188/MTFP du 4/2/81 — M. Bali Kossi Basimsoué, titulaire de la licence ès-lettres (option géographie) de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 189/MTFP du 4/2/81 — M. Noameshie Messan, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré du diplôme d'ingénieur des mines — géomètre (arpenteur) de l'institut des mines de Leningrad (URSS) est admis dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'ingénieur des mines de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 4, paragraphe 1 du budget général, exercice 1980).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 222/MTFP du 11/2/81 — En attendant la radiation de son cadre d'origine, M. Salami Lessi, ex-contrôleur des impôts de la République du Mali, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 11 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 231/MTFP du 12/2/81 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition de la Présidence de la République (chapitre 6, article 6 du budget général) :

Agbodji Komlan, maîtrise en droit-option : carrières internationales de l'université du Bénin

Akuetey Akué Adovi, maîtrise en sciences économiques-option : économie générale de l'université du Bénin

Awougnon Koffi, maîtrise en sciences économiques-option : économie générale de l'université du Bénin

Sossou Kodjo Gandégbé Edem, maîtrise en sciences économiques-option : économie générale de l'université du Bénin

Foly Ayoko Kossiwoa, maîtrise 4^e année-option : gestion de l'université du Bénin.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 232/MTFP du 12/2/81 — En attendant la parution du statut particulier des assistants sociaux, M. Agba Tadjali Akoloum, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'Etat d'assistant social de l'institut du travail social et de recherches sociales de Montrouge (France) est nommé dans la catégorie A2 en qualité d'assistant social de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 38, article 4 du budget général).

Arrêté n° 233/MTFP du 12/2/81 — M. Ketemepi Kouassi, titulaire de la maîtrise 4^e année-option économie générale de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 234/MTFP du 12/2/81 — M. Nouchet Yao, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, série examen — session de juillet 1978, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an un mois dix-neuf jours (1 an 1 mois 19 jours) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis du 1^{er} janvier 1979 au 15 septembre 1980 dans l'enseignement protestant du Togo, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 235/MTFP du 12/2/81 — En attendant la parution du statut particulier du personnel de la marine marchande, les candidats ci-après désignés diplômés du Groupe écoles de la marine marchande d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) section : lieutenant de pêche (application) sont nommés dans la catégorie B en qualité de techniciens supérieurs de la navigation maritime de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (indice 750) pour compter de leur date de prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 6 du budget général) :

Djahlin Kotè Agbemenyanwo

Dogbo Yawovi Yao Goe-Ho

Kouevindjin Ekoué Lébéné Gayéwanou

Lebgaza Alfa.

Arrêté n° 236/MTFP du 12-2-81 — En attendant la parution du statut particulier des comptables mécanographes, les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Compt. mécanographe de 2^e cl., 2^e échelon stagiaire (cat. C - indice 600)

Amavigan Anani Gaffan (BEPEC + CAP + BEPCM)

Compt. mécanographe de 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire cat. C - indice 550)

Kpadenou Amégninou Kossivi (BEPCM)

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 247/MTFP du 12-2-81 — Sont rapportés l'arrêté n° 150/MTFP du 22 janvier 1980, portant nomination, accordant bonification d'ancienneté et portant reprise de situation administrative et la décision n° 3124/MTFP du 29 décembre 1978 portant engagement, en ce qui concerne M. Bedah Kouyoumah.

M. Bedah Kodjo Kouyoumah (n° mle 105462-G) titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session de l'année 1978, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon catégorie C-indice 550) à compter du 15 février 1979 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (budget général chapitre 26, article 25, paragraphe 1 — exercice 1979, chapitre 24, article 25, paragraphe 1, exercice 1980).

Une bonification d'ancienneté de vingt-neuf jours (29 jours) est accordée à M. Bedah Kodjo Kouyoumah pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1er janvier au 14 février 1979 inclus.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

15-2-1979 : instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon + bonification de 29 jours

16-1-1981 : instituteur-adjoint de 3e classe, 2e échelon (catégorie C-indice 600) bonification épuisée.

Le présent arrêté, prend effet à compter du 15 février 1980 au point de vue de la solde.

Arrêté n° 249/MTFP du 12/2/81 — M. Kpogo Komla Adzédoda n° mle 025783-R, moniteur permanent de 2e catégorie échelle D, et Mlle Gbadegbeti Amah, n° mle 103131-D, monitrice permanente de 3e catégorie échelle A, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sessions de septembre et juillet 1980 sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) respectivement, à compter du 1er octobre et 1er août 1980 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degré (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 250/MTFP du 12/2/81 — Mme Bandje Sario (née Osseni) n° mle 101612 W, secrétaire dactylographe permanente de 6e catégorie échelle B, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré série G1 session de juin 1980, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1980 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième et du quatrième degrés et de la Recherche scientifique (chapitre 24, article 20 paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 251/MTFP du 12/2/81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne, MM. Agboblí Azaglo Agbéko Komlavi et Awadi Kossi Mangbawé, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de technicien de la météorologie et de l'aviation civile (EAMAC) de Niamey République du Niger, sont nommés

dans la catégorie A2 en qualité de techniciens supérieurs de la navigation aérienne de 2e classe 2e échelon stagiaires (indice 1200) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 254/MTFP du 13/2/81 — Est rapportée, en ce qui concerne M. Adjayi Egbo Kodjo, la décision n° 1762/MTFP du 20 août 1980, portant avancement d'échelles.

La situation administrative de M. Adjayi Egbo Kodjo (N° mle 025072 — J), animateur de pêche permanent 5e catégorie, est régularisée comme suit :

23-5-1955 : animateur de pêche permanent de 5e catégorie échelle A

1-1-1977 : animateur de pêche permanent de 5e catégorie échelle B (AC. 1 m 8j).

M. Adjayi Egbo Kodjo, animateur de pêche permanent de 5e catégorie échelle B, qui a terminé avec succès un stage de formation et de perfectionnement professionnels d'une durée de dix-neuf mois dans le domaine « traitement du poisson » en République Fédérale d'Allemagne, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'adjoint technique d'élevage de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 16 mai 1978 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 14 du budget général).

Arrêté n° 258/MTFP du 16/2/81 — M. Kuevidjin Assenku Akakpo, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 16 octobre 1980.

Mlle Pissang Manipotom, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés en remplacement de M. Kuévidjin Assenku Akakpo licencié (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 260/MTFP du 17/2/81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré et du certificat d'aptitude aux fonctions de maîtres d'éducation physique et sportive (CAMEPS) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Apedoh Komlan Agbéko	Warga Sontoua
Djobo Issifou Abalouk	Attiogbé Efoé Kodjo
Deku Djréké Atsu Dodzi	Dubo Napo
Loko Djamba Foudou	Aziato Atsu Kodjo
Tabé Djato Gbatiwayi	Amegounou Foli
Lawson-Hellu Akuélé Ayélé	Adolehoume Agboka Kokou
Darko Sandande	Gnandi Napo
Dossou Amouzou Yaovi	Senaya Kokou
Kpanté Bawa	Djondo Kossivi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Titularisations

Arrêté n° 133/MTFP du 29/1/81 — M. Dagba Kossi, n° mle 100068-E, laborantin d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 1er août 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 136/MTFP du 29/1/81 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Corps des ingénieurs agronomes

24-4-79 — Akaya Abalo n° mle 102910-Q ing. agron. de 2e classe 2e échelon

Corps des adjoints techniques d'agriculture

19-8-78 — Aziabu V. Nukamewo n° mle 100206-G adjoint technique d'agriculture de 2e classe 2e échelon

Corps des adjoints techniques d'élevage

25-8-79 — Ouro-Gneni Tchagao n° mle 104438-Y adjoint technique d'élevage de 2e classe 2e échelon
Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes (AC épuisée).

Corps des ingénieurs agronomes

Au 3e échelon du grade d'ingénieur agronome de 2e classe

24-4-80 — Akaya Abalo ingénieur agronome de 2e classe 2e échelon

Corps des adjoints techniques d'agriculture

Au 3e échelon du grade d'adjoint techniques d'agriculture de 2e classe

19-8-79 — Aziabu V. Nukamewo adjoint technique de 2e classe 2e échelon

Corps des adjoints techniques d'élevage

Au 3e échelon du grade d'adjoint technique d'élevage

25-8-80 — Ouro-Gneni Tchagao adjoint technique d'élevage de 2e classe 2e échelon.

Arrêté n° 144/MTFP du 2/2/81 — M. Ali Atti Bi-Ayé Foh, n° mle 103429-P, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 3 août 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 3 août 1980 (A.C.) épuisée.

Arrêté n° 171/MTFP du 2/2/81 — M. Dosseh Anyron Etsri Mékaéli n° mle 017739-D, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 30 janvier 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon (indice 1200) de son grade pour compter du 30 janvier (AC épuisée).

Arrêté n° 172/MTFP du 2/2/81 — M. Tagba Abi Tchao n° mle 0049/AC professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 20 novembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 20 novembre 1980 (AC néant).

Arrêté n° 241/MTFP du 12/2/81 — Mlle Akué-Adoté Tchotcho Sitou, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est titularisée dans son emploi à compter du 24 septembre 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

24.9.78 — secrétaire d'administration de 2e cl. 2e éch. AC. néant

24.9.80 — secrétaire d'administration de 2e cl. 3e éch.

Arrêté n° 242/MTFP du 12/2/81 — M. Adjaka Kodjo n° mle 018002-V, infirmier d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 18 février 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

18-2-79 — infirmier d'Etat de 2e classe 2e échelon (A.C. épuisée)

18-2-81 — infirmier d'Etat de 2e classe 3e échelon.

Arrêté n° 243/MTFP du 12/2/81 — M. Balé Tchallim Adalo n° mle 016589-X ingénieur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement de produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 16 août 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes (AC épuisées).

16-8-78 — ingénieur-adjoint de 3e classe 2e échelon (indice 850)

16-8-80 — ingénieur-adjoint de 3e classe 3e échelon (indice 950).

Arrêté n° 244/MTFP du 12/2/81 — Les professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires (cat. A2) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ci-dessous désignés admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG session de 1977) sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes pour compter du 1er janvier 1978.

Azanledji Kodjovi Adjéwoda n° mle 003486-G AC 1 an

Afangnon Kakan'dé Kodjo n° mle 000713-T AC 1 an
Toyo Tovi n° mle 011710-Q 4 m 19 jrs

Etsè Govina Kossi Enyonam n° mle 005934-G, 3 m 17jrs.

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade pour compter des dates suivantes.

1-1-79 — Azanledji Kodjovi Adjéwoda n° mle 00386-G, AC néant

1-1-79 — Afangnon Kakan'dé Kodjo n° mle 000713-T, AC néant

12-8-79 — Toyo Tovi n° mle 01110-Q, AC néant

14-9-79 — Etsè Govina Kossi Enyonam n° mle 005934-G, AC néant.

Arrêté n° 245/MTFP du 12/2/80 — M. de Lattre Selom Kodjo, n° mle 104130-C Greffier de 2e classe 1er échelon stagiaire, du cadre du personnel judiciaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 28 novembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 28 novembre 1980 (AC néant).

Arrêté n° 246/MTFP du 12/2/81 — M. Deh Kossi, n° mle 102827-V, ingénieur de 3e classe 2e éch. stagiaire du cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 29 mars 1979 (AC 1 an)

L'intéressé est élevé au 3 échelon (indice 1600) de son grade à compter du 29 mars 1980 (AC néant).

Arrêté n° 257/MTFP du 16/2/81 Les personnels stagiaires ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des administrateurs civils (cat A1)

9-10-79 — Tcha-Tokey Boussounam Jato n° mle 001167-E administrateur civil 1er échelon

Cadre des attachés d'administration (Cat. A2)

17-10-79 — Laban F.F.A. Yawovi, née Koumakou, n° mle 101134-Q, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon

Cadre des adjoints administratifs (cat. C)

9-2-78 — Adjevi Kossi n° mle 017786-U, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon.

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes (AC épuisée) :

Cadre des administrateurs civils (cat. A1)

Au 2e échelon du grade d'administration civil

9-10-80 — Tcha-Tokey B. Jato, administrateur civil 1er échelon

Cadre des attachés d'administration (cat. A2)

Au 2e échelon du grade d'attaché d'administration de 2e cl.

17-10-79 — Laban F.F.A. Yawovi née Koumakou, attaché d'administration de 2e cl. 1er éch.

Cadre des adjoints administratifs (cat. C)

Au 2e échelon du grade d'adjoint administratif de 2e cl.

9-2-79 — Adjevi Kossi, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon.

Détachement

Arrêté n° 132/MTFP du 29/1/81 — Les agents ci-après énumérés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique sont placés dans la position de détachement auprès de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)

Pour servir à Sokodé

MM. Kpogo Eklou Messan, agent technique de 2e classe 2e échelon

Pour servir à Lama-Kara

Tomedo Kossi, agent technique de 2e classe 2 échelon
Banabako Bassa, agent technique de 2e classe 2e échelon

Nikabou Balawine, agent technique de 2e classe 2e échelon

Mlle Simfeido Afloum, sage-femme de 2e classe 2 éch.

Pendant le détachement, les émoluments des intéressés ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de la C.N.S.S.

Ils subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er février 1981.

Absences irrégulières

Décision n° 2644/MTFP du 5/12/80 — Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière de leur poste des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement :

à compter du 17 septembre 1980

Mme Gnininvi Agnès, née Godichon, professeur de 3e classe 3e échelon en service au lycée de Tokoin à Lomé (chapitre 24, article 20 du budget général).

à compter du 13 octobre 1980

M. Koudawo Kokou, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire en service au collège Saint-Joseph à Lomé (chapitre 24, article 21 du budget général).

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Décision n° 35/MTFP du 5/1/81 — Est constatée à compter du 19 août 1980 l'absence irrégulière de son poste de M. Bruce Gbledo Ahlin, adjoint administratif de 2e classe, 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale précédemment en service au ministère de l'intérieur.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 14, article 2 du budget général).

Décision n° 37/MTFP du 5/1/81 — Est constatée à compter du 12 septembre 1980, l'absence irrégulière de son poste de M. Dogbé-agboglati Dotsè, contrôleur de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, précédemment en service à Notsè.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 6, article 9 du budget général).

Décision n° 39/MTFP du 5/1/81 — Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière des agents ci-après désignés relevant du ministère de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

20-10-80 — Guezere Kokou, infirmier-adjoint de 3e classe stagiaire en service à la subdivision sanitaire de Bassar.

23-11-80 — Gbati Dermame, assistant d'hygiène de 2e classe 4e échelon en service à la subdivision sanitaire de Bafilo.

Pendant la durée de l'absence les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Décision n° 40/MTFP du 5-1-81 — Est constatée à compter du 1er décembre 1980, l'absence irrégulière de son poste de M. Sougoulimpo Kérimou, vétérinaire-inspecteur 2e échelon n° mle 013418-U du cadre des fonction-

naires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, précédemment en service à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 34, article 5 du budget général).

Décision n° 43/MTFP du 5/1/81 — Est constatée à compter du 7 novembre 1980 l'absence irrégulière de son poste de M. Kouboumon Akodja Komlan, n° mle 007908-E, infirmier d'Etat de 1re classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire d'Atakpamé.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 22, article 5 du budget général).

Décision n° 139/MTFP du 22/1/81 — Est constatée à compter des dates suivantes, l'absence irrégulière de leur poste des agents ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique :

11-11-80 — Mme Gbekou Mawussi, infirmière adjointe 1er échelon, en service au centre de santé de Bè.

17-11-80 — Mme Kuévi Dzodji, assistante technique de santé de 2e classe 1er échelon en service au CHU à Lomé.

Durant la période d'absence, les intéressées n'auront droit à aucun traitement (chapitre 22, article 4 du budget général).

Décision n° 141/MTFP du 22-1-81 — Est constatée à compter du 1er décembre 1980 l'absence irrégulière de son poste de Mme Ahianor Akofa agent technique de santé de 1re classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre médico-social de cassablanca.

Durant la période concernée l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 142/MTFP du 22-1-81 — Est constatée à compter du 17 septembre au 2 novembre 1980 l'absence irrégulière de son poste de Mme Adjama Akpé, née Sollen, sage-femme d'état de 2e classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Badou.

Durant la période concernée l'intéressée n'aura droit à aucun traitement (chapitre 23, article 10 du budget général).

Décision n° 145/MTFP du 22-1-81 — Est constatée à compter du 3 novembre 1980, l'absence irrégulière de son poste de M. Soukpevi Enyona Elo, aide-sanitaire 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique précédemment en fonction au service national du paludisme.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 22, article 7 du budget général).

Démissions

Arrêté n° 14/MTFP du 5-1-81 — Est acceptée à compter du 1er novembre 1980, la démission de son emploi offerte par M. Locoh Afanou Kodjo, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au lycée technique Eyadéma à Lomé (chapitre 24, article 22 du budget général).

Arrêté n° 94/MTFP du 22-1-81 — Est acceptée à compter du 13 août 1980 la démission de son emploi offerte par M. Amegnignou, Folly, n° mle 015040-J, infirmier d'Etat de 2e classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, précédemment en service à la subdivision sanitaire d'Atakpamé (chapitre 22, article 5 du budget général).

Licenciements

Arrêté n° 74/MTFP du 22-1-81 — M. Komlan Novignon, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service au Lycée d'Aklakou (Aného) est licencié de son emploi pour abandon de poste (chapitre 24, article 20, paragraphe 24 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 12 novembre 1980.

Arrêté n° 193/MTFP du 4-2-81 — M. Ketoglo Anani, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service au lycée de Zébévi (Aného) est licencié de son emploi pour abandon de poste (chapitre 24, article 20, paragraphe 24 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 15 septembre 1980.

Reprises de service

Décision n° 32/MTFP du 5-1-81 — Est constatée à compter du 1er septembre 1980 la reprise de service de M. Mensah Kossi Dabizula, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service à l'école primaire publique d'Anonoé (Litimé-Badou) qui a fait l'objet de sanction disciplinaire suivant décisions n° 890, 1325/MTFP des 29 avril et 3 juillet 1980 (chapitre 24, article 25 du budget général).

Décision n° 34/MTFP du 5-1-81 — Est constatée à compter du 1er décembre 1980 la reprise de service de M. Lawson Boëvi Boigni, infirmier d'Etat principal 1er échelon en service à la subdivision sanitaire d'Aného, dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 1321/MTFP du 3 juillet 1980.

Décision n° 56/MTFP du 8-1-81 — Est constatée à compter du 3 novembre 1980 la reprise de fonctions de M. Assih Patanahni, contrôleur technique de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion qui a été suspendu de ses fonctions par décision n° 1537/MTFP du 25 juillet 1980.

Arrêté n° 75/MTFP du 22-1-81 — Est constatée à compter du 3 novembre 1980 la reprise de fonctions de Mme Adjama Akpé, née Sollen, sage-femme d'Etat de 2e classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la subdivision sanitaire de Badou dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 142/MTFP du 22 janvier 1980 (chapitre 23, article 10 du budget général).

Décision n° 208/MTFP du 29-1-81 — Est constatée à compter du 8 décembre 1980 la reprise de fonctions de M. Sougoulimpo Kérimou, vétérinaire-inspecteur 2e échelon, n° mle 013418-U, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en fonction à la direction de la santé animale à Lomé.

Décision n° 235/MTFP du 5-2-81 — Est constatée à compter du 28 novembre 1980 la reprise de fonctions de M. Abi Guèba Toguibara, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service au tribunal de droit moderne de première instance à Lomé dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée par décision n° 1188/MTFP du 23 juillet 1979.

Retraite

Arrêté n° 143-MTFP du 2/2/81 — Les fonctionnaires ci-après énumérés, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter du 1er avril 1981 :

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Plactor Komlan Nesto, secrétaire d'administration principal 1er échelon

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS (Chemins de fer)

Fourn Kodjo, adjoint administratif principal de C.E.
Azamede Yemma, Chef de station principal de C.E.
Adjion Féli, contremaître principal de C.E.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DU 1er ET 2e DEGRES

Boem Gbugbogadzi, institutrice-adjointe de 1re classe 1er échelon
Assagbah Datévi, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
Anthony Prisca, née Hiabuadey, monitrice de C.E.

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Codjie Kpéli Koffi, adjoint administratif principal 2e échelon.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Nomination

Décision n° 46/MSP du 12-2-81 — Les Médecins dont les noms suivent sont nommés Chefs des Services ci-après :

Docteur Mensah Kwassi Attah, en service à la Gynécologie-Obstétrique est nommé Chef du Service de Gynécologie.

Docteur Hodonou Kossi Assogba, en service à la Gynécologie-Obstétrique est nommé Chef du Service d'Obstétrique.

Docteur Boucari Sopho Bouraïma, en service à la Gynécologie-Obstétrique est nommé Chef du Service d'Histologie Embryologie.

En application de l'arrêté n° 3/MSP du 4 février 1981 portant restructuration des services de Gynécologie Obstétrique du CHU, les chefs de service de Gynécologie et d'Obstétrique feront un roulement périodique sur indication du chef services.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES**

Nomination

Arrêté n° 30/MEPDD du 17-2-81 — M. Honou A. Kodjo professeur de CEG en service au CEG d'Agotimé-Nyitoé-Zukpe est nommé directeur dudit établissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Nomination

Arrêté n° 5/METQDRS du 12-2-81 — M. Kodjolo Kadaka, instituteur en service à l'OREM est nommé surveillant général au lycée de Vogan.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DES SOCIETES D'ETAT**

**ARRETE N° 7 MISE du 12 février 1981 — portant nomination
des membres du conseil d'administration de la société
des salines du Togo (SALINTO)**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT,

Sur proposition des départements ministériels et organismes intéressés :

Vu la constitution, spécialement en son article 34 ;

Vu le décret 80-161 du 28 mai 1980 portant définition et organisation du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.

A R R E T E :

Article premier — sont nommés membres du conseil d'administration de la société des salines du Togo les personnes dont les noms suivent :

MM. Amédon Etsè, président : directeur des établissements publics et des sociétés d'Etat

Konou Kossi, vice-président : directeur de l'industrie et de l'artisanat p.i.

Tcha Katanga, membre : directeur de cabinet au ministère du plan

Gaou Yacoubou, membre : directeur du commerce intérieur

Kokuvi Kwami, membre : directeur général adjoint de l'OPAT

Atayi Komla, membre : chef de service à la SNI

Mortant Séwonou, membre : inspecteur du trésor

Le présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 février 1981

Kwassivi Kpétigo

DIVERS

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**

**Concession de pensions de retraite
de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 42/MFE/CR du 6-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de quatre cent trente quatre mille cinq cent quatre vingt douze (434.592) francs pour compter du 11 décembre 1979 et de quatre cent soixante dix huit mille quarante huit (478.048) francs pour compter du 1er janvier 1980 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayih Ayikoé (Emmanuel), agent de constatation principal 2è échelon du corps du personnel des douanes (indice 950) révoqué.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayih Ayikoé (Emmanuel) pour compter du 11 décembre 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Ayéfé, née le 9 janvier 1960

Ayéfé, née le 18 juillet 1960

Ayi Mawusé, né le 25 mars 1961

Ayi Messanh, né le 8 juin 1961

Ayi, né le 2 janvier 1962

Ayoko, née le 20 octobre 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent huit mille six cent quarante huit (108.648) francs pour compter du 11 décembre 1979 et à cent dix neuf mille cinq cent douze (119.512) francs pour compter du 1er janvier 1980.

M. Ayih Ayikoé (Emmanuel) pourra prétendre pour compter du 11 décembre 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8è au 15è rang) ci-après désignés :

Ayéfé, née le 29 avril 1965

Amah, né le 3 mars 1966

Ayi, né le 20 mai 1968

Ayéfé, née le 12 décembre 1970

Ayi, né le 26 août 1972

Ayi Dagauto, né le 21 octobre 1972

Amah, né le 28 mars 1979

Têko, née le 13 septembre 1980.

Arrêté n° 44/MFE/CR du 9-2-81 — M. Johnson Kwaku (Antoine) préposé principal de C.E du corps du personnel des P.T.T. en retraite pourra prétendre sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Amah, né le 9 mai 1976.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er novembre 1980.

Arrêté n° 45/MFE/CR du 9-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. d'Almeida Ayité Vignô (Paul) adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. d'Almeida Ayité Vignô (Paul) pour compter du 1er octobre 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Dede, née le 19 mars 1960
Kokoe, née le 18 mars 1953
Kayi, née le 21 février 1955
Amagan, né le 7 décembre 1958
Amakoué, né le 18 mars 1962
Ayikoué, né le 19 août 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs, pour compter du 1er octobre 1980.

M. d'Almeida Ayité Vignô (Paul) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Adakou, née le 16 janvier 1967
Ayivi, né le 2 mai 1970
Assion, né le 13 novembre 1970
Amavi, né le 21 janvier 1971.

Arrêté n° 48/MFE/CR du 10-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73 %) au montant annuel de cinq cent cinquante et un mille seize (551.016) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme. Hillaï Kayi (née Mensah) adjoint administratif de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice : 1050) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

Arrêté n° 52/MFE/CR du 10-2-81 — Une pension proportionnelle (pourcentage 44 %) au montant annuel de cent soixante et un mille trois cent seize (161.316) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Olympio Koffi, gardien de la paix 7^e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

M. Olympio Koffi pourra prétendre pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 4e rang) ci-après désigné :

Akpevi, née le 24 novembre 1964
Yawovi, né le 8 octobre 1970
Adjo, née le 28 juillet 1975.

Arrêté n° 53/MFE/CR du 10-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74% au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpante Tchapo, contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des Travaux publics du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de la caisse de retraite du Togo à M. Kpante Tchapo pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Kossioua, née le 20 mai 1945
Ablavi, née le 6 mars 1951
Faré, né le 1er novembre 1953
Nounko, née le 2 mai 1955
Tchédré, né le 17 août 1958
Djanka, née le 25 mai 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Kpante Tchapo pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 9e rang) ci-après désignés :

Napo, né le 2 octobre 1962
Gnofam, né le 19 novembre 1963.

Arrêté n° 58/MFE/CR du 13-2-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43 %) au montant annuel de deux cent quarante sept mille deux cent quatre vingt douze (247.292) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djossou Komlanvi Eklou sergent-chef 3e échelon N° mle 29288 du corps du personnel des forces Armées Togolaises (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est xée est fixée au 1er octobre 1980.

M. Djossou Komlanvi Eklou pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Sampè, née le 21 janvier 1966
Mahuko, née le 21 mai 1968
Godo, née le 19 mai 1970
Tukui, née le 30 oct. 1970
Mawuli, née le 7 juillet 1972
Mawudem, né le 8 juin 1975
Séna, né le 28 juin 1978.

Arrêté n° 59/MFE/CR du 13-2-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de cent trente deux mille huit cent quarante huit (132.848) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ataki Bokodjabi, Soldat de 1ere classe 5e échelon n° Mle 0039 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1980.

M. Ataki Bokodjabi pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8è rang) ci-après désignés :

Massiwèdong, né en 1962
Madénandé, née le 29 mai 1966
Patibalaki, né le 27 septembre 1970
Magnatawè, né le 23 septembre 1972
Badjam, né le 20 juin 1976
Possopindou, née le 27 janvier 1976
Tchilalo, née le 2 juin 1976
Yowoudéma, né le 9 octobre 1978.

Arrêté n° 60/MFE/CR du 13-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de trois cent dix sept mille vingt quatre (317.024) francs payable comme suit :

— cent quarante sept mille sept cent soixante (147.760) francs sur les fonds de l'Etat Français pour compter du 1er juin 1962.

— cent soixante neuf mille deux cent soixante quatre (169.264) francs pour compter du 1er janvier 1981 est accordé à M. Koto Sokpoli, infirmier d'Etat de 2e cl. 4e éch. du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 700) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koto Sokpoli Sèti pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang ci-après désignés :

Eliname, née le 6 juillet 1956
Yawa, née le 6 novembre 1958
Yawo, né le 15 septembre 1960
Adzovi, née le 19 novembre 1962
Yawo, né le 7 janvier 1963
Akugã, née le 6 février 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille trois cent seize (42.316) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Koto Sokpoli Sèti pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfices des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 29e ci-après désignés :

Akuyo, née le 13 février 1963
Komlan, né le 12 mars 1965
Komi, né le 16 octobre 1965
Dodzi, né le 24 février 1967
Akossiwa, née le 6 mars 1967
Aku, né le 1er janvier 1969
Adjoavi, née le 24 février 1969
Adzo, née le 24 mars 1969
Abra, née le 10 septembre 1970
Kodzo, né le 25 octobre 1971
Komi, né le 10 janvier 1973
Amivi, née le 7 juillet 1973
Kossi, né le 22 juillet 1974
Ama, née le 3 février 1975
Adjo, née le 22 septembre 1975
Kodzo, né le 27 octobre 1975
Akossiwa, née le 11 janvier 1976
Kossi, né le 8 février 1976
Koffi, né le 23 janvier 1977
Wonyuikèko, le 27 janvier 1977
Adjo, née le 15 janvier 1979
Kokutse, né le 4 juin 1980.

Arrêté n° 64/MFE/CR du 17-2-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de cent vingt mille cent quatre vingt seize (120.196) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assih Mazamasso Kimaré, soldat de 2e classe 5e échelon n° mle 0075 du corps du personnel des Forces armées togolaises (indice 380) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1980.

M. Assih Mazamasso Kimaré pourra prétendre, pour compter du 1er août 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Bizème, né le 22 août 1973
Atissim, né le 12 février 1975
Maheza, née le 29 mars 1977
Médédé, née le 21 avril 1977
Banam, née le 25 mars 1978.

Arrêté n° 65/MFE/CR du 17-2-81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Bahun Wilson Adjoa (née Kuvedu)
Mme Bahun Wilson Afiwa (née Ekoué Hémaro)
épouses à M. Bahun Wilson Tètèvi (Robert) assistant principal 1er échelon de la météorologie du Togo, (indice 900, pourcentage 72%) en retraite décédé le 22 juillet 1980.

Une pension de veuve au taux annuel de cent seize mille quatre cent soixante (116.460) francs pour compter du 1er août 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante six mille cinq cent quatre vingt quatre (46.584) francs l'an pour compter du 1er août 1980, à chacun des orphelins mineurs dénommés ci-après :

Akoléi, né le 4 mai 1973
Ayiokevi, née le 14 avril 1974
Kayi, née le 6 novembre 1975
Akoélé, née le 22 juin 1978
Akorko, né le 22 juin 1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Caissan Afiwa (née Ekoué Hémaro), tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 66/MFE/CR du 19-2-81 — Une pension proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent quarante sept mille trois cent soixante huit (147.368) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Iyossou Komlavi, gardien de circonscription de 1re classe 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

M. Iyossou Komlavi pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3e au 13e rang) ci-après désignés :

Amétékpé, né le 7 décembre 1961
Agbeko, né le 26 février 1965
Koudjo, né le 26 juillet 1965
Ahouefa, née le 17 août 1965
Yawa, née le 29 juin 1967
Koffi, né le 5 janvier 1968
Adjovi, née le 13 décembre 1971
Amah, née le 16 septembre 1972
Dodzi, né le 30 octobre 1975
Unetsi, né le 22 septembre 1976
Koffi, né le 17 avril 1978.

Arrêté n° 67/MFE/CR du 20-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bossou Kodjovi Gomassi (Augustin), agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bossou Kodjovi Gomassi (Augustin) pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Komlanvi, né le 31 mars 1945
 Ablanvi, née le 9 janvier 1951
 Akossiwa, née le 31 octobre 1948
 Ablanvi, née le 9 janvier 1951
 Ayabavi, née le 9 août 1951
 Kossivi, né le 1er septembre 1952

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessous est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Bossou Kodjovi Gomassi (Augustin) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11e et 12e rang) ci-après désignés :

Adjoavi, née le 15 janvier 1962
 Koffi, né le 9 octobre 1954.

Arrêté n° 68/MFE/CR du 20-2-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Acakpo Addra Ebah (Narcisse), agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (Indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Acakpo Addra Ebah (Narcisse) pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Métognissè, née le 8 juillet 1948
 Codjovi, né le 10 octobre 1949
 Afiavi, née le 11 mars 1955
 Viwanou, né le 16 mai 1957
 Vignon, né le 13 septembre 1959
 Lokossi, née le 22 janvier 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1980.

M. Acakpo-Addra Ebah (Narcisse) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Bessan, né le 7 juillet 1962
 Houanoule, née le 27 septembre 1962
 Vihonalé, née le 4 mars 1965
 Fadolé, né le 15 juillet 1966
 Vignon, né le 17 juillet 1967
 Hounkanli, né le 16 juillet 1968
 Adéti, né le 29 janvier 1970.

Concessions de terrain domanial

Arrêté n° 55/MFE/DOM du 10-2-81 — Il est concédé à M. Geraldo Mounirou, demeurant à Lomé (Tokoin) B.P. 46, une parcelle de réserve administrative de 10a 08 ca sise à Tokoin Dogbéavou à distraire du titre foncier n° 9050 RT moyennant le prix de 150 frs le centiare soit au total : cent cinquante-un mille deux cents frs (151.200 F) payables à la caisse du receveur du service des domaines à Lomé.

Le conservateur de la propriété et des droits fonciers requerra le morcellement au profit du concessionnaire après paiement du prix de la concession.

Le directeur du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Echange de terrains domaniaux

Arrêté n° 56/MFE/DOM du 10-2-81 — Il est attribué à titre définitif à M. Koffi D. Agopome une parcelle de l'immeuble domanial de 7a 28ca (réserve administrative) objet du titre foncier n° 9050 RT en échange du titre foncier n° 3319 RT de 36a 10ca).

L'Etat Togolais attribuera en outre un terrain supplémentaire de (36a. 10ca) — 7a 38ca) = 28a 72ca à M. Agopome.

Le conservateur de la propriété et des droits foncier requerra la mutation totale et partielle au profit de l'Etat Togolais et de l'exproprié.

Les frais résultant de ces opérations sont à la charge de l'Etat togolais.

Le directeur du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 57/MFE/DOM du 10-2-81 — Il est attribué à titre définitif à M. Koffi Nyahoho, une partie de l'immeuble domanial (réserve administrative) de 7a 28ca objet du titre foncier n° 9050 RT, en échange d'un terrain non immatriculé sis à Lomé II, d'une contenance de 6ares.

M. Nyahoho payera à l'Etat, une soulte de 150 F par centiare soit au total dix neuf mille deux cents francs (19.200 F).

Les frais résultant de ces opérations sont à la charge du concessionnaire.

Le directeur du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Occupation temporaire du domaine public

Arrêté n° 63/MFE/DOM du 16-2-81 — Il est accordé à M. Oumorou Yabébi, en service à la marine nationale togolaise à Lomé et pour compter de la date de signature du présent arrêté, un permis d'occupation temporaire d'un terrain domanial de 3a 08ca sis à Tokoin central à Lomé.

Les conditions d'occupation de ce terrain sont contenues dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Le maire de la commune de Lomé, et le receveur des domaines sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 475/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

176 Lomé Taxe Progressive	259.492.544	
T.P. (V.F.)	115.915.255	
T.S.D.H.	18.297.582	
		393.705.381
177 Lomé B.I.C.	1.306.230.579	
I.G.R.	2.262.900	
		1.308.493.479
178 Lomé Taxe Immobilière		12.140.656
179 Lomé T.C.P.		13.894.004
180 Lomé T.E.R.R.		12.036.154
		1.740.269.674

BUDGET COMMUNAL

176 Lomé Taxe Civile		7.097.414
181 Lomé Patentes	1.585.910	
CA/Patentes	292.350	
Licences	25.000	
CA/Licences	5.000	1.908.260
182 Lomé T.V.L.	79.200	
T.V.	26.400	105.600
		9.111.274
		1.749.380.948

Arrêté n° 476/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

209 Lomé Taxe Progressive	283.404.978	
T.P. (V.F.)	44.376.615	
T.S.D.H.	6.473.442	
		334.255.035
210 Lomé B.I.C.	1.304.238.785	
I.G.R.	1.589.873	
		1.305.828.658
211 Lomé Taxe Immobilière		11.183.545
212 Lomé T.C.P.		13.693.885
213 Lomé T.E.R.R.		10.982.225
		1.675.943.348

BUDGET COMMUNAL

209 Lomé Taxe Civique	4.057.350	
214 Lomé Patentes	3.366.515	
CA/Patentes	656.252	
Licences	122.500	
CA/Licences	24.500	
Taxe Civique	1.500	
		4.171.265
		8.228.615
		1.684.171.963

Arrêté n° 477/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

196 Lomé Taxe progressive	323.799.619	
T.P. (V.F.)	108.914.723	
T.S.D.H.	17.585.221	
		450.299.563
197 B.I.C.	1.303.332.039	
I.G.R.	1.394.652	
		1.304.726.691
198 Lomé Taxe Immobilière		8.454.910
199 Lomé Taxe Immobilière		1.359.500
200 Lomé T.C.P.		15.670.840
201 Lomé T.E.R.R.		19.294.534
		1.799.806.038

BUDGET COMMUNAL

196 Lomé Taxe Civique	4.790.213	
202 Patentes	1.110.610	
CA/Patentes	186.190	
Licences	47.500	
CA/Licences	9.500	
		1.353.800
		6.144.013
		1.805.950.051

Arrêté n° 478/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

203 Lomé Taxe Progressive	234.196.148	
T.P. (V.F.)	52.609.972	
T.S.D.H.	8.227.855	
		2.95.033.975
204 Lomé B.I.C.	1.305.438.796	
I.G.R.	3.335.276	
		1.308.774.072

205 Lomé Taxe Immobilière	5.256.886	
206 Lomé T.C.P.	14.474.172	
207 Lomé T.E.R.R.	16.875.717	
		1.640.441.822

BUDGET COMMUNAL

203 Lomé Taxe Civique	3.551.157	
208 Lomé Patentes	3.157.116	
CA/Patentes	606.586	
Licences	22.500	
CA/Licences	4.500	
		3.790.702
		7.341.859
		1.647.756.681

Arrêté n° 479/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

189 Lomé Taxe progressive	448.473.359	
T.P. (V.F.)	49.183.999	
T.S.D.H.	6.486.023	
		504.143.381
190 Lomé B.I.C.	1.307.669.512	
I.G.R.	1.417.633	
		1.309.087.145
191 Lomé Taxe Immobilière		8.813.730
192 Lomé Taxe Immobilière		5.801.405
193 Lomé T.C.P.		15.822.697
194 Lomé T.E.R.R.		8.240.086
		1.851.908.444

BUDGET COMMUNAL

189 Lomé Taxe civique	6.965.533	
195 Lomé Patentes	1.369.175	
CA/Patentes	250.970	
Licences	177.000	
CA/Licences	35.400	
		1.832.545
		8.798.078
		1.860.706.522

Arrêté n° 480/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

183 Lomé Taxe Progressive	311.883.969	
T.P. (V.F.)	52.038.402	
T.S.D.H.	9.266.207	
		373.188.578
184 Lomé B.I.C.	1.305.047.317	
B.N.C.	25.000	
I.G.R.	3.331.335	
		1.308.403.652
185 Lomé Taxe Immobilière		6.278.292
186 Lomé T.C.P.		9.276.859
187 Lomé T.E.R.R.		25.244.662
		1.722.392.043

BUDGET COMMUNAL

183 Lomé Taxe civique	4.174.015	
188 Lomé Patentes	859.815	
CA/Patentes	154.560	
		1.014.375
		5.188.390
		1.727.580.433

Arrêté n° 481/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après:

BUDGET GENERAL

171 Lomé Taxe Progressive	196.027.013	
Taxe Progressive	196.027.013	
Taxe (VF)	39.510.394	
T.S.D.H.	7.169.286	
		242.706.693
172 Lomé B.I.C.	1.304.639.742	
I.G.R.	1.387.091	
		1.306.026.833
173 Lomé Taxe Immobilière	13.983.732	
174 Lomé T.C.P.	9.034.827	
		1.571.752.085

BUDGET COMMUNAL

171 Lomé Taxe civique	4.142.316	
175 Lomé Patentes	830.500	
CA/Patentes	129.200	
Licences	70.000	
CA/Licences	14.000	
		1.043.700
		5.186.016
		1.576.938.101

Arrêté n° 482/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

161 Lomé Taxe Progressive	248.186.690	
Taxe (V F)	104.326.250	
T.S.D.H.	20.067.659	
		372.580.599
162 Lomé B.I.C.	2.303.790.068	
I.G.R.	1.087.594	
		2.304.877.662
163 Lomé Taxe Immobili.re	12.051.305	
164 Lomé T.C.P.	13.078.373	
		2.702.587.939

BUDGET COMMUNAL

161 Lomé Taxe civique	6.024.852	
165 Lomé Patentes	997.400	
CA/Patentes	156.680	
		1.154.080
		7.178.932
		2.709.766.871

Arrêté n° 483/MFE/AI du 30-12-80 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après:

BUDGET GENERAL

166 Lomé Taxe Progressive	232.912.532	
Taxe (V F)	52.302.604	
T.S.D.H.	8.171.151	
		293.386.287
167 Lomé B.I.C.	1.302.097.419	
I.G.R.	2.036.303	
F.N.I.	523.495	
		1.304.657.217
168 Lomé Taxe Immobilière	19.609.279	
169 Lomé T.C.P.	9.875.031	
		1.627.527.796

BUDGET COMMUNAL

166 Lomé Taxe civique	7.537.804	
170 Lomé Patentes	1.437.740	
CA/Patentes	192.430	
		1.630.170
		9.167.974
		1.636.695.770

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****NECROLOGIE**

Le ministre du travail et de la fonction publique à le regret de faire par du décès de: Mlle Anano Dédé Afiavi, adjointe administratif de 2e classe 1er échelon en service à la direction régionale de la planification de l'éducation à Atakpamé, survenu le 4 septembre 1980 à Lintant (R.P.B.).

M. Gnassingbé Kpatcha, chauffeur permanent de 3e catégorie hors échelle en service à la direction générale de l'information n° mle 023517-D.

Survenu le 22 octobre 1980 à la suite d'une maladie à Lama-Kara.

Mlle BIAO Faram Bakéra employée de bureau permanente, en service aux PTT de Lomé n° mle 103156-N, Survenue le 30 octobre 1980 à Dapaong.